



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023



Conseil Municipal du 16 MARS 2023

SOMMAIRE

| | |
|---|-------------|
| Préambule | p 03 |
| Situation économique mondiale | p 05 |
| La situation économique européenne | p 07 |
| La situation nationale | p 09 |
| Loi de finances 2022 | p 14 |
| Orientations de la Collectivité | p 27 |
| Rétrospective des comptes | p 30 |
| Prospective des comptes | p 44 |

Préambule

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité, préalablement au vote du budget primitif.

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (Art. L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L5622-3 du CGCT).

Il doit se dérouler dans les 10 semaines précédant l'examen du budget pour les régions et dans les deux mois pour les autres collectivités et établissements.

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante **un rapport d'orientation budgétaire (ROB)** ayant pour vocation d'éclairer les choix budgétaires qui détermineront les priorités et l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Rapport d'orientation budgétaire

Il s'inscrit dans le cadre du débat d'orientation budgétaire, car, il permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation financière.

Il porte sur :

- le contexte économique général
- la situation de la collectivité avec la rétrospective des comptes de la commune
- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,

- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visée pour l'exercice.

Il doit permettre à l'assemblée délibérante d'appréhender les conditions d'élaboration du budget primitif, afin de pouvoir dégager les priorités budgétaires, sur la base d'éléments d'analyse rétrospective et prospective.

Le rapport doit être communiqué aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientation budgétaire, au minimum 5 jours avant la réunion pour les conseillers municipaux et 12 jours pour les conseillers départementaux et régionaux.

Nouvelle obligation depuis la Loi de programmation des finances publiques 2018– 2022: faire figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité.

L'absence de communication aux membres de l'assemblée délibérante de ce rapport constitue un vice revêtant un caractère substantiel et justifie l'annulation de la délibération d'adoption du budget primitif dans la mesure où elle est intervenue à l'issue d'une procédure irrégulière.

Ce débat n'a aucun caractère décisionnel. Sa teneur doit cependant faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat dans le département puisse s'assurer du respect des obligations légales.

Le ROB n'est pas qu'un document interne : il doit être transmis au Préfet du Département et au Président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre mais aussi faire l'objet d'une publication conformément au décret n° 2016-841 du 24 Juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du ROB.

Le vote du budget primitif s'effectuera le 06 avril 2023

Le contexte économique mondial

Un environnement économique mondial dégradé

La guerre en Ukraine et les mesures restrictives prises par la Chine pour lutter contre la résurgence de l'épidémie de covid-19 ont altéré la reprise économique débutée après la crise sanitaire et perturbé les chaînes d'approvisionnement dans de nombreux secteurs. Au niveau mondial, cet état de fait s'est traduit par de nombreuses conséquences :

- une augmentation des tensions inflationnistes et de la volatilité des prix : en mai 2022, la hausse des prix atteignait 8,6 % sur un an aux États-Unis et 8,1 % dans la zone euro, les cours de certaines matières premières (blé, nickel, pétrole, gaz, etc.) étant multipliés par deux ou trois ;
- un repli des marchés boursiers mondiaux : le CAC 40 avait perdu près de 15 % de sa valeur en juin 2022 par rapport à la fin de l'année 2021, et les marchés de crypto-actifs (Bitcoin, etc.) ont connu de fortes variations durant le premier semestre 2022 ;
- une accélération du processus de normalisation monétaire des banques centrales : la Réserve fédérale américaine (Fed) a augmenté ses taux directeurs dès le début 2022, et ce, à plusieurs reprises, suivie par la Banque centrale européenne (BCE) en juillet 2022 ;
- des perspectives de croissance revues à la baisse : l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a prévu dans ses Perspectives économiques de juin 2022 que l'économie mondiale pourrait progresser de 3 % en 2022, soit 1,5 point de moins que lors des prévisions de décembre 2021.

Des risques économiques et financiers accrus

Selon l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), si la guerre en Ukraine perdure et que cette situation économique se prolonge, plusieurs risques pourraient apparaître.

Une accentuation de la hausse des taux d'intérêt à long terme serait non seulement susceptible d'entraîner de nouvelles corrections boursières, mais risquerait également de dégrader les conditions de financement des agents économiques déjà fragilisés par la crise sanitaire. Dans les pays émergents, cette hausse des taux d'intérêt pourrait causer une dépréciation des monnaies, avec le risque d'une crise alimentaire dans les pays dépendant de l'Ukraine et de la Russie pour les produits agricoles.

En outre, une autre catégorie de risques est à craindre : l'insolvabilité des entreprises, notamment dans les pays qui dépendent le plus des livraisons de gaz et de pétrole russes, comme l'Allemagne ou l'Italie, et dans les secteurs très consommateurs d'énergie, comme l'automobile. Les entreprises, dont

l'endettement s'est accru pendant la crise sanitaire, pourraient également être pénalisées si elles ne peuvent pas répercuter l'augmentation des coûts de production sur leurs prix de vente et doivent donc réduire leurs marges. Leurs investissements en seraient d'autant freinés.

Le financement de la transition énergétique pourrait enfin être plus difficile à réaliser si la hausse des taux d'intérêt se maintient, car ces investissements longs et offrant une rentabilité plus faible seront moins attractifs.

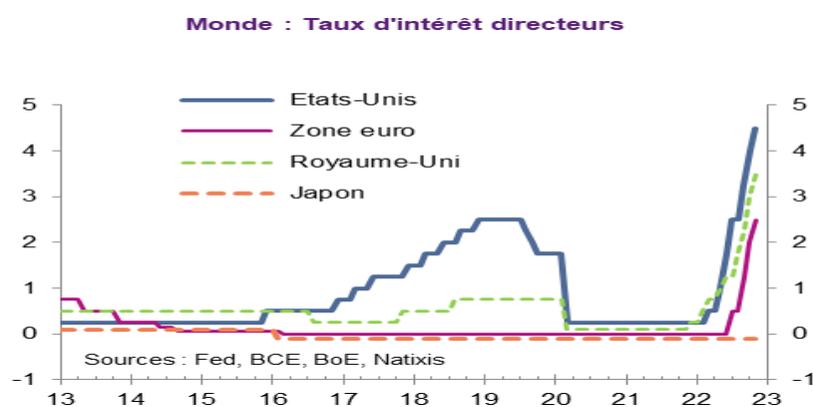
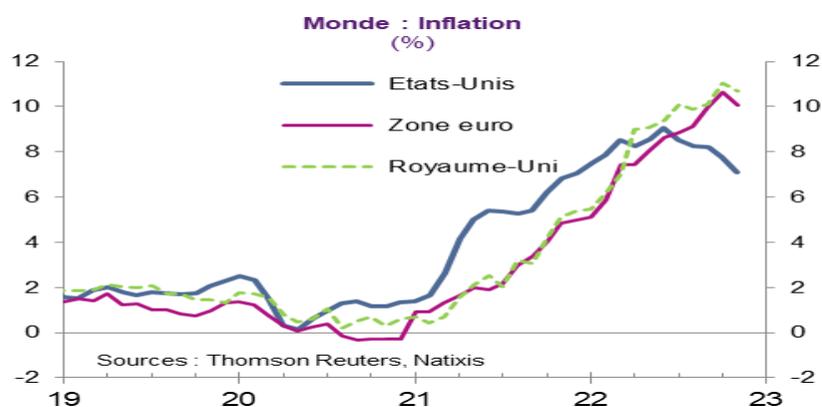
Selon le rapport de l'ONU, du 23 janvier 2023, la croissance économique mondiale devrait ralentir à 1.9 % en 2023

Ce rapport fait état de perspectives économiques sombres et incertaines à court terme. La croissance mondiale devrait enregistrer une reprise modérée pour atteindre 2,7% en 2024, lorsque certaines tendances négatives commenceront à s'atténuer. Toutefois, cette reprise sera fortement tributaire du rythme et de la succession des nouveaux durcissements monétaires, de l'évolution et des conséquences de la guerre en Ukraine ainsi que de possibles nouvelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

La morosité des perspectives économiques mondiales menace également la réalisation des 17 Objectifs de développement durable (ODD), alors que le sommet de 2023 sur les ODD, en septembre, marquera la moitié du parcours de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Aux Etats unis, où la réserve fédérale a relevé 7 fois les taux des fonds fédéraux depuis mars 2022, l'inflation s'est infléchiée en juillet, refluant de 9.1 % en juin à 6.5 % en décembre. Mais, jusqu'ici, les prix des composantes sous-jacentes n'ont toujours pas montré de signes de ralentissement. En conséquence, l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation non transformée) est toujours en hausse atteignant 5,7 % aux Etats Unis et 6.9% en zone euro en décembre ou encore, 6.3 % au Royaume-Uni.

La Chine termine l'année avec l'abandon de sa stratégie « zéro COVID » en début décembre après un rebond de croissance au T3 de 3.6 % en GA reposant sur des bases fragiles, avec notamment un marché immobilier en grande difficulté.



Situation européenne

Une année marquée par la crise énergétique

La zone euro est la plus exposée aux répercussions économiques du conflit en Ukraine et notamment aux difficultés d'approvisionnement énergétique. Elle tente de diversifier géographiquement ses importations d'énergie. Ce qui se révèle particulièrement limité et coûteux.

Face à l'envolée de l'inflation et au durcissement des conditions monétaires, l'activité économique a ralenti T/T de 0.8% au T2 à 0.3% au T3.

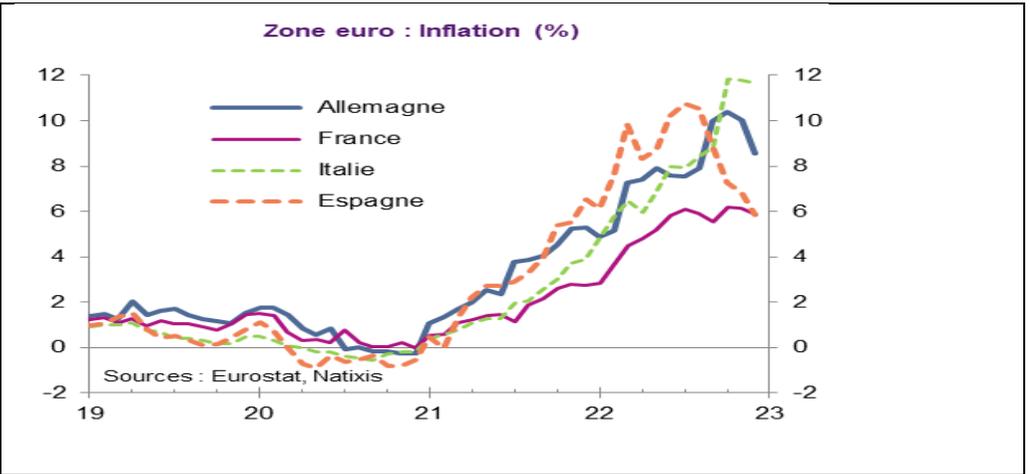
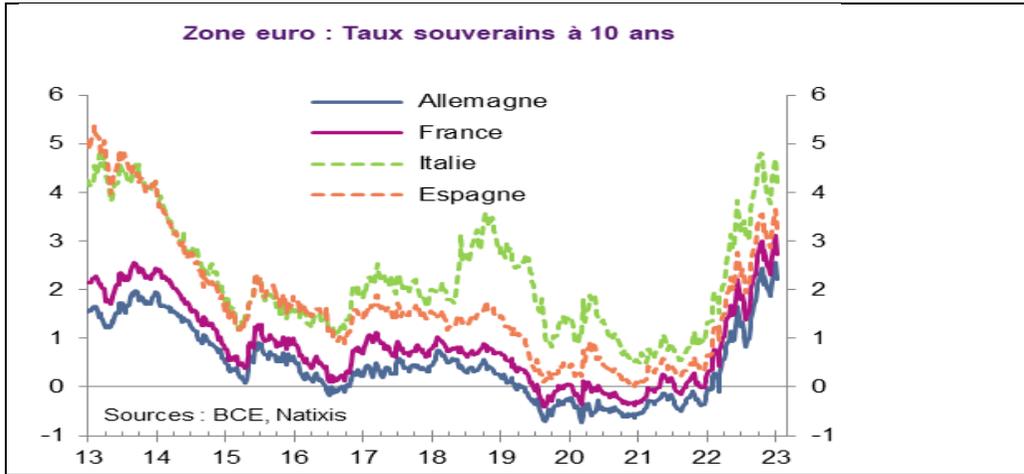
Cependant, le dynamisme de l'investissement a créé la surprise au T3 tandis que la consommation des ménages s'est révélée relativement résiliente.

Ils ont puisé dans leur épargne pour contrer la perte de leur revenu disponible brut réel, leur taux d'épargne revenant à son niveau pré-pandémique de 13.2 % au T3. Depuis, l'évolution des indicateurs avancés fin 2022 confirme la tendance de ralentissement de l'activité.

Jugeant durable la hausse de l'inflation suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, la BCE a débuté la remontée de ses taux en juillet avec une première hausse de 50 points de base suivie de deux hausses de 75 points en septembre et octobre et une quatrième hausse de 50 points en décembre.

Fin 2022, les principaux taux directeurs de la BCE s'établissaient ainsi dans la fourchette 2 % - 2,75 %

Jusqu'ici la détérioration des capacités de financement en zone Euro a été particulièrement visible au niveau des pays périphériques, notamment en Grèce et en Italie où le spread sur l'obligation souveraine à 10 ans avec l'Allemagne s'est tendu vers 250 points de base au T3 avant de se replier vers 215 points de base. Fin 2022 suite aux révisions haussières de ses prévisions d'inflation, le ton de la BCE s'est durci avec l'annonce de probables prolongements tant du cycle haussier des taux que de la durée de son resserrement monétaire. Enfin, côté bilan, la BCE débutera son Quantitative Tightening (resserrement quantitatif) en mars 2023 en ne réinvestissant pas l'équivalent de 15 milliards par mois de titres arrivant à maturité jusqu'à la fin du T2.



Situation nationale : FRANCE

CROISSANCE

Une croissance jusqu'ici résiliente

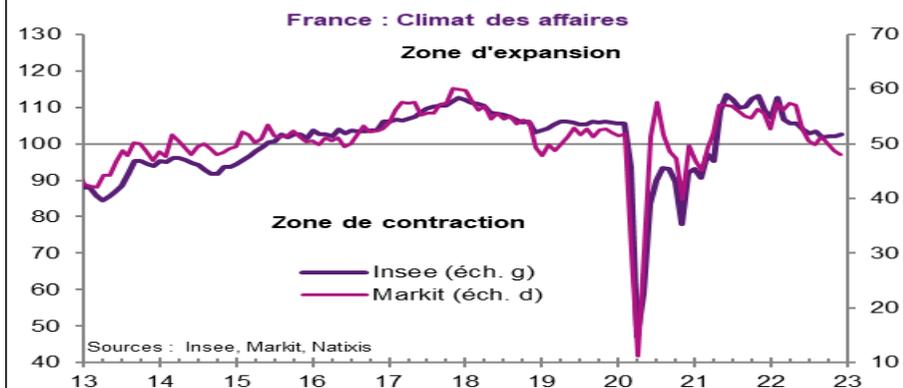
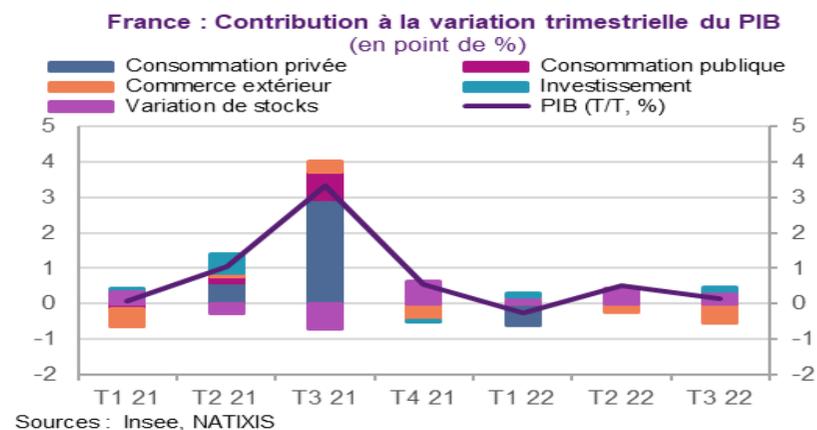
Comparée aux prévisions formulées fin 2021, l'activité économique française aura été en 2022 bien moins forte que prévu, en raison de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique qui en a découlé

Après un recul de 0,2 % T/T au T 1 l'activité économique a rebondi à 0,5 % au T 2 avant de ralentir au T3 à 0,2 T/T. La consommation des ménages, principal moteur traditionnel de la croissance française, qui avait rebondi au T 2 à 0,4 % T/T après une chute de 1,2 % au T 1 a fini par légèrement reculer au T 3 à 0,1 T/T dans un contexte d'inflation élevée.

Au T 3 la croissance française a été portée par l'investissement qui a nettement accéléré pour atteindre 1,7 % T/T après deux trimestres à 0,5 %. Cette dynamique est largement due aux investissements d'entreprises non financières qui ont bondi de 0,9 % au T 2 à 3,1 % au T 3 sous l'effet d'un rebond d'achats de véhicules . Les investissements des ménages, immédiatement affectés par le durcissement des conditions financières, ont, eux, reculé de 0,7 % après avoir été atones au T 2.

La contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB a été négative (-0,5 point après -0,2 pt au T 2 tandis que celle des variations de stock s'est révélée à nouveau positive (0,3 pt après 0,4 pt au T 2).

Jusqu'ici, l'activité française s'est révélée relativement résiliente face à l'envolée de l'inflation et devrait, malgré le ralentissement attendu fin 2022 croître de 2,5 % en moyenne en 2022



INFLATION

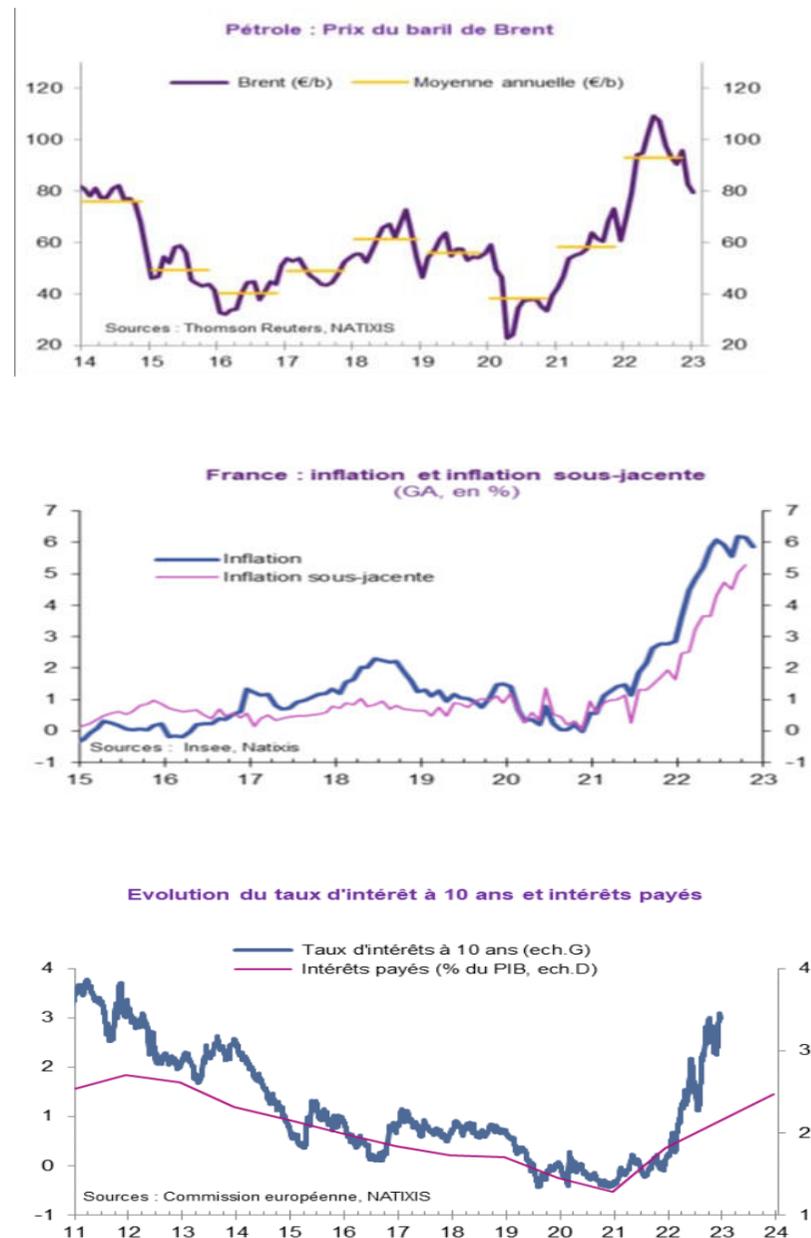
Face au rebond de la demande mondiale post-covid associé aux goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement et à des facteurs climatiques défavorables de sécheresse, l'inflation française a dépassé le seuil de 2 % dès le T 3 2021.

La crise énergétique induite par le déclenchement de la guerre en Ukraine fin février 2022 a propulsé depuis l'inflation à des niveaux records qui n'avaient plus été atteints depuis le milieu des années 1980. Si cette inflation est initialement imputable à l'augmentation spectaculaire des prix de l'énergie, elle se diffuse depuis progressivement à l'ensemble des biens et services, entraînant l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation non transformée) dans son sillage.

Après avoir ralenti en août et en septembre (5,9 % et 5,6% en rythme annualisé), l'inflation est repartie à la hausse en octobre à 6,2 % dans un contexte de pénurie de carburants, avant de légèrement décélérer en décembre 5,9 % en lien avec la baisse des prix de l'énergie.

En moyenne, l'inflation française a été de 5,2 % en 2022 après 1,6 % en 2021. Bien qu'impressionnante, l'envolée de l'inflation a été atténuée en France par de nombreuses mesures de soutien gouvernementales, de sorte que son niveau est le plus faible au sein de la zone Euro.

Confronté à la hausse de l'inflation, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages français s'est replié de 1,8 %T/T au T 1 et 1 % au T 2 en 2022 avant de rebondir à 0,8 % au T 3 sous l'effet conjugué des renégociations d'accords salariaux, de la revalorisation du Smic (+2,01%) en août et d'autres mesures gouvernementales telles que la prime de partage de la valeur mise en place en juillet ou encore la revalorisation du point d'indice des agents de la fonction publique La revalorisation des retraites complémentaires associées à de nouvelles mesures de soutien introduites au T 4 (la suppression de la redevance audiovisuelle, la poursuite de la réduction de la taxe d'habitation, le chèque énergie exceptionnel) devraient à nouveau soutenir le pouvoir d'achat des ménages.



MARCHE DU TRAVAIL SOUS TENTION

Depuis 2021, le dynamisme du marché du travail ne cesse pas de surprendre, sa vigueur étant plus soutenue que celle de l'activité économique. L'emploi a en effet progressé de 3,9 % entre fin 2019 et le T3 2022 tandis que le PIB ne progressait que de 1,1 %. Si le rythme des créations d'emplois en 2022 a décéléré de moitié, en moyenne, par rapport à 2021, il est demeuré stable à 0,4 % T/T sur les trois premiers trimestres de 2022. Fin septembre 2022, tous les secteurs d'activité, industrie incluse, avaient dépassé leur niveau d'avant pandémie et plus d'un million d'emplois avaient été créés depuis fin 2019, dont près d'un tiers (315K) en raison de l'essor des contrats d'apprentissage. Au sein des services marchands à l'origine de 73 % des créations d'emplois, le secteur des services aux entreprises a été le plus créateur d'emplois (324K), largement devant le secteur du commerce (151K) ou celui de l'information et la communication (110K).

Profitant des fortes créations d'emplois dans un contexte de hausse de la population active, le taux de chômage recule globalement depuis le T4 2020. Il est passé en France métropolitaine de 8,8% au T2 2020 à 7,1 % au T3 2022, niveau où il est quasi stable depuis un an.

Selon les dernières données publiées par Eurostat, il serait en baisse au T4 2022, atteignant 7 % en novembre. Au T3 2022, le nombre de chômeurs au sens du BIT s'élevait à 2,2 millions contre 2,4 fin 2019, soit une baisse de 200K chômeurs en France métropolitaine.

En dépit du ralentissement de l'activité économique, les difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises ne faiblissent pas selon les enquêtes de conjoncture, signe du maintien des tensions sur le marché du travail. Au contraire, la part des entreprises françaises rencontrant des difficultés de recrutement atteint des niveaux records dans les grands secteurs de l'économie fin 2022. Ainsi, 83 % des entreprises de la construction étaient concernées en octobre 2022, 65 % dans l'industrie manufacturière et 62 % dans les services.



FINANCES PUBLIQUES

Dette brute

À la fin du troisième trimestre 2022, la dette publique s'établit à 2 956,8 Md€ (Dette brute de Maastricht des administrations publiques (APU)* :

* APU : Etat et administrations de sécurité sociale

Exprimée en point de PIB, elle s'établit à 113,7 %.

Dette de Maastricht en fin de trimestre et répartition par sous-secteurs

| | 2021 – T 3 | 2022 – T 3 |
|---|----------------|---------------|
| Ensemble des administrations publiques | 2840.90 | 2956.8 |
| En point du PIB | 115.6 % | 113.7 % |
| Dont par sous-secteur consolidée | | |
| Etat | 2230.5 | 2345.00 |
| Organismes divers d'administration centrale | 74.5 | 70.4 |
| Administrations publiques locales | 236 | 241.7 |
| Administration de sécurité sociale | 299.9 | 299.8 |

Dette nette

La dette nette prend en compte les actifs* détenus par les administrations publiques sur les autres acteurs. Elle s'élève à 2 651.8 Mds € au T3 de 2022.

Les administrations publiques ont globalement puisé dans leur trésorerie pour subvenir à leur besoin de financement, si bien que la dette nette augmente davantage.

Elle représente 101.9 % du PIB

*Crédits et titres de créances négociables

Dette nette des APU en fin de trimestre et répartition par sous-secteurs

| | 2021 – T 3 | 2022 – T 3 |
|---|-------------|---------------|
| Ensemble des administrations publiques | 2509 | 2651.8 |
| Etat | 2030.3 | 2167.3 |
| Organismes divers d'administration centrale | 45.9 | 43.7 |
| Administrations publiques locales | 222 | 227.2 |
| Administration de sécurité sociale | 210.8 | 213.6 |

source INSEE

PM : PIB 2022 T3 : 2600 Mds €

REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES RALENTI PAR LA CRISE ENERGETIQUE

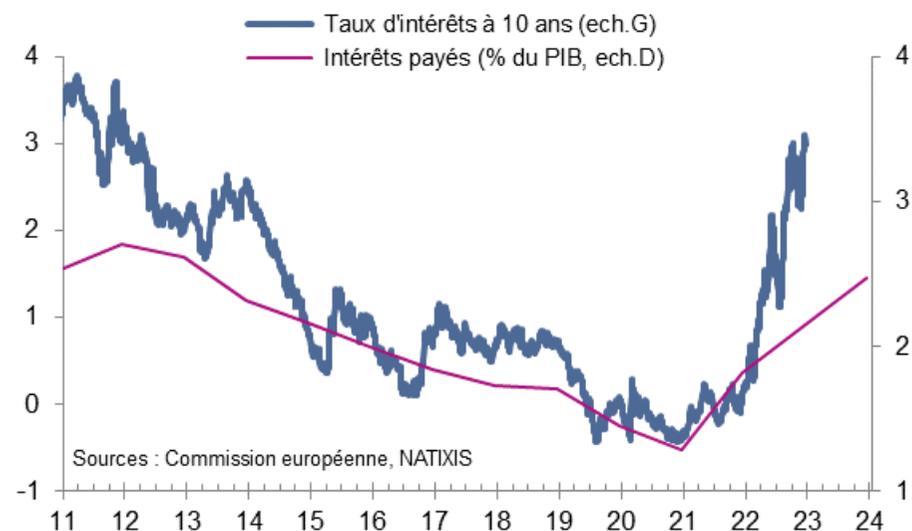
Marqué, ces trois dernières années, par des interventions publiques massives en raison de la crise sanitaire puis de celle énergétique induite par la guerre en Ukraine, le déficit public, qui avait atteint le niveau inédit de 9 % en 2020, devrait poursuivre son redressement. Il est attendu à 5 % en 2022, après 6,5 % en 2021.

Pour 2023, le gouvernement prévoit une stabilisation du déficit public à 5 % du PIB et une dette publique également quasi-stable à 111,2 % du PIB.

Le ratio de dépenses publiques devrait poursuivre sa baisse en 2023 pour s'établir à 56,9 %.

La hausse progressive des taux directeurs de la Banque centrale européenne associée au ralentissement économique à l'oeuvre devraient peser sur les finances publiques. Le taux d'intérêt obligataire de la France à 10 ans est reparti nettement à la hausse.

Evolution du taux d'intérêt à 10 ans et intérêts payés



LOI DE FINANCES 2023 (journal officiel du 31 décembre 2022)

La discussion autour du projet de loi de finances a amené le Gouvernement à engager sa responsabilité à cinq reprises en déclenchant l'article 49 alinéa 3 de la Constitution.

Quant au projet de loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027, aucun accord n'ayant été trouvé, il devrait repasser en seconde lecture au Parlement au premier semestre 2023

Il semble qu'impliquer encore plus les collectivités dans le redressement des finances publiques reste l'objectif du Gouvernement, mais sans recours au pacte de confiance initialement envisagé.

Pour rappel, il prévoyait une trajectoire annuelle de progression des dépenses réelles de fonctionnement égale à l'inflation moins 0,5 % avec suivi par catégorie de collectivités et, en cas de dépassement par catégorie, des sanctions limitées aux plus grandes entités qui n'auraient pas respecté la trajectoire

La LFI 2023 contient des mesures d'ajustement, mais aussi quelques dispositions significatives. Conformément à la promesse de la campagne présidentielle, la CVAE est supprimée mais en deux temps, afin de financer le bouclier tarifaire. Les modalités de compensation pour les collectivités qui perdent toute cette ressource dès 2023 passent par l'attribution d'une fraction de TVA.

Autre mesure, un « fonds vert » au service de la transition écologique des collectivités augmenté à deux milliards d'argent frais, le texte adopté limite son application à 2023.

Puis, une première depuis treize ans l'augmentation nominale de la DGF de 320 millions sur un total de 26,9 milliards €

Face à l'inflation qui impacte fortement les budgets des collectivités, la loi met en place un filet de sécurité centré sur les dépenses énergétiques, un bouclier tarifaire et un amortisseur sur les tarifs de l'électricité.

Hausse des transferts financiers de l'État aux collectivités dans la LFI 2023

Ils atteignent 110 milliards en LFI 2023 à périmètre courant, en hausse de 3,9 % soit 4,1 milliards € par rapport à la LFI 2022.

Cette augmentation est principalement liée au fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires et à la hausse des PSR.

Ils incluent la totalité des concours financiers de l'État majorés des subventions des autres ministères, des contreparties des dégrèvements législatifs, du produit des amendes de police de la circulation et des radars, du nouveau fonds d'accélération de transition écologique, ainsi que la fiscalité transférée et le financement de la formation professionnelle.

Transferts financiers : 55 Mds €

| | |
|--|--|
| En milliards d'euros à périmètre courant | LFI 2023 : 110 Mds € LFI 2022 : 105.9 Md€ |
|--|--|

| | | | |
|----------------------|--------------|---------------------------------------|--------------|
| Fiscalité transférée | 39.3 (40) | Financement formation professionnelle | 0.8 (0.9) |
|----------------------|--------------|---------------------------------------|--------------|

| | | | |
|--------------------------------------|----------|---|--------------|
| Transferts financiers hors fiscalité | | LFI 2023 : 69.90 | |
| Transférée et apprentissage | | LFI 2022 : 65.00 | |
| Subventions autres ministères | 5 (5) | Dégrèvements législatifs | 7.3 (6.7) |
| | | Amendes de police | 0.6 (0.6) |
| | | Fonds accélération de Transition écologique | 2 (0) |

Concours financiers de l'État (55 Mds €)

Ils totalisent tous les prélèvements sur recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités locales ainsi que les crédits du budget général relevant de la mission relations avec les collectivités territoriales (RCT) et la TVA des régions.

Ces concours financiers progressent par rapport à 2022 hors mesures exceptionnelles de soutien pendant la crise sanitaire, sous l'effet du dynamisme des concours et de nouvelles mesures.

La dotation de subventions exceptionnelles (10 millions €) pour soutenir les communes en difficulté est en nette hausse par rapport à 2022 (2 millions €) De même, la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité et pour la valorisation des aménités rurales augmente pour atteindre 30 millions en 2023 € et la dotation de solidarité face aux événements climatiques (pour répondre aux dommages causés par la tempête Alex (Alpes Maritimes) est portée à 40 millions en AE (autorisations d'engagement) et 60 millions en CP (crédits de paiement) Enfin, le fonds de reconstruction exceptionnel également en hausse sera alimenté à hauteur de 150 millions € au total.

| Concours financiers de l'Etat Aux collectivités locales | | | | LFI 2023 : 55 (LFI 2022 : 52.8) | |
|--|--------|-----------------------------------|-------|-------------------------------------|-------|
| Prélèvements sur recettes | 45.6 | Mission RCT | 4.3 | TVA des Régions | 5.1 |
| Dont : | (43.2) | Dont : | (4.9) | | (4.7) |
| DGF | 26.9 | DGD | 1.315 | | |
| FCTVA | 6.7 | DETR | 1.046 | | |
| DCRTP | 2.9 | DSIL (communes et Groupements) | 0.570 | | |
| Comp. Réduction de 50 % des Val. Loc. locaux industriels | 3.8 | DSI Départements | 0.212 | | |
| Soutien exceptionnel prix énergie | 1.5 | Comp. Régions frais De gestion TH | 0.293 | | |

Prélèvements opérés sur les recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités territoriales en 2023

| | |
|--|--|
| <p>Les PSR s'élèvent à 45,590 milliards en 2023 c'est à dire en hausse par rapport à la LFI 2022 Cette évolution est essentiellement due</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux 1 500 millions € (nouveau filet de sécurité 2023) versés aux collectivités pour faire face à la croissance des prix de l'énergie. • aux 430 millions versés en soutien exceptionnel aux communes et groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique • à l'augmentation anticipée de 200 millions du FCTVA en 2023 • à la hausse de 183 millions de PSR de compensation de la réduction de 50 des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels | |
|--|--|

- à l'augmentation prévisionnelle de 47,5 millions de compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale.
- Il reste à noter la baisse de 6 6 millions du FMDI pour le département des Pyrénées Orientales du fait de la recentralisation du revenu de solidarité active (RSA)

| A périmètre courant | LFI 2023 (en milliers €) | LFI 2022 (en milliers €) | Evolution LFI 2023 / LFI 2022 |
|---|-----------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|
| Dotation globale de fonctionnement (DGF) | 26 931 362 | 26 796 080 | 0,5% |
| Dotation spéciale pour le logement des instituteurs (DSI) | 5 274 | 5 738 | -8,1% |
| Dotation de compensation des pertes de bases de contribution économique territoriale et de redevance des mines des communes et de leurs groupements | 50 000 | 50 000 | 0,0% |
| Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) | 6 700 000 | 6 500 000 | 3,1% |
| Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale | 628 110 | 580 633 | 8,2% |
| Dotation élu local (DEL) | 108 506 | 101 006 | 7,4% |
| Collectivité de Corse | 42 947 | 57 471 | -25,3% |
| Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) | 433 823 | 440 432 | -1,5% |
| Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) | 326 317 | 326 317 | 0,0% |
| Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) | 661 186 | 661 186 | 0,0% |
| Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGES) | 2 688 | 2 688 | 0,0% |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) | 2 875 214 | 2 880 214 | -0,2% |
| Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE) | 378 004 | 388 004 | -2,6% |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants | 4 000 | 4 000 | 0,0% |
| Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte | 107 000 | 107 000 | 0,0% |
| Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires | 6 822 | 6 822 | 0,0% |
| Dotation de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP) | 284 278 | 284 278 | 0,0% |
| Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement de transport | 48 021 | 48 021 | 0,0% |
| Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane | 27 000 | 27 000 | 0,0% |
| Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage | 122 559 | 122 559 | 0,0% |
| Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française | 90 552 | 90 552 | 0,0% |
| Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire | 0 | 100 000 | -100,0% |
| Compensation de la réduction de 50 % des valeurs locales de TFPB et de CFE des locaux industriels | 3 825 352 | 3 641 930 | 5,0% |
| Compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de CFE | 1 000 | 1 000 | 0,0% |
| Soutien exceptionnel 2022 pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique | 430 000 | 0 | - |
| Soutien exceptionnel 2023 pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie | 1 500 000 | 0 | - |
| TOTAL | 45 590 013 | 43 224 929 | 5,5% |

Source : LFI 2023

La DGF 2023 évolue et atteint un montant de 26,9 milliards €

L'évolution du montant de la DGF par rapport à 2022 s'explique par

- l'abondement de 320 millions €
- la minoration de la DGF des départements de Seine-Saint Denis et des Pyrénées Orientales par rapport à 2022 (recentralisation du financement du RSA dans ces départements en 2022)
- la minoration de la DGF des départements susceptibles de rejoindre l'expérimentation de recentralisation du RSA en 2023

Variables d'ajustement : comme en 2022 une baisse très réduite en 2023

Stagnation des dotations de soutien à l'investissement local en 2023 sauf la DSIL

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 1,8 milliard dans la LFI 2023.

Montant en baisse (lié à la DSIL) comparativement à 2022 :

- dotation d'équipement des territoires ruraux (1 046 millions €)
- dotation de soutien à l'investissement local : 570 millions € (-337 millions par rapport à 2022)
- dotation politique de la ville (DPV) : 150 millions €.

La dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) est renouvelée au même niveau que l'année passée : 212 millions €.

Majoration possible de la DETR et de la DSIL

Il est décidé en LFI que le préfet prendra en compte le caractère écologique des projets lors de la fixation des taux de subvention pour la DETR et la DSIL,

Filet de sécurité

Cette dotation concerne les communes et leurs groupements, les départements, la ville de Paris, la métropole de Lyon, les régions et les collectivités de Corse, Martinique et Guyane, qui répondent aux critères cumulatifs suivants :

- une épargne brute 2023 en baisse de plus de 15 % par rapport à 2022
- pour les communes le potentiel financier par habitant doit être inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant des communes de même strate démographique
- pour les EPCI à fiscalité propre le potentiel fiscal par habitant doit être inférieur au double du potentiel fiscal moyen par habitant des EPCI à fiscalité propre de même catégorie juridique
- pour les départements le potentiel financier par habitant doit être inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant au niveau national

La dotation est égale à 50 % de la différence entre l'augmentation des dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain (entre 2022 et 2023 et 50 % de celle des recettes réelles de fonctionnement

Les collectivités qui pensent être éligibles, peuvent faire une demande d'acompte avant le 30 novembre



Crédit du budget général dont le « fonds vert »

Ce fonds, doté de 2 milliards d'autorisations d'engagement pour 2023 vise à soutenir les projets des collectivités territoriales en termes de

- performance environnementale (rénovation des bâtiments publics des collectivités, modernisation de l'éclairage public, valorisation des bio-déchets)
- adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation)
- amélioration du cadre de vie (mise en place de zones à faible émission....)

Dotation élu local

La dotation élu local est versée par l'État aux communes de moins de 1 000 habitants (et dont le potentiel financier par habitant est inférieur à 1,25 fois la moyenne des communes de même strate démographique), avec une majoration pour les plus petites communes

Ces modalités de calcul peuvent être un frein au regroupement de petites communes en une commune nouvelle de taille plus importante, du fait de la perte d'éligibilité à cette dotation ou d'un montant à percevoir plus faible

Dotation pour les titres sécurisés

Les communes équipées de stations (dispositif de recueil) ont été fortement sollicitées pour enregistrer les demandes de titres sécurisés (cartes nationales d'identité et passeports)

Afin d'accompagner financièrement celles qui se sont mobilisées pour réduire les délais, la loi de finances rectificative pour 2022 a débloqué une enveloppe exceptionnelle de 10 millions €

Hausse de la péréquation verticale

En 2023, elle représente 320 millions € (230 millions € en 2022) financés par l'abondement de la DGF.

| En millions € | Montants 2023 | Hausse 2022/2023 |
|---------------------------------------|---------------|------------------|
| EPCI | | |
| dotation intercommunalité | 1 653 | 30 |
| COMMUNES | | |
| dotation nationale péréquation (DNP) | 794 | |
| Dotation solidarité urbaine (DSU) | 2 656 | 90 |
| Dotation solidarité rurale (DSR) | 2 077 | 200 |
| DEPARTEMENTS | | |
| Dotation de péréquation (DPU et DFM)* | 1 533 | |
| FDPTP** | 284 | |
| TOTAL | 8 997 | 320 |

* dotation de péréquation urbaine et dotation de fonctionnement minimale
** fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle

• Dotation d'intercommunalité

Un EPCI à fiscalité propre ne peut bénéficier d'une attribution de dotation d'intercommunalité par habitant supérieure à 110 % du montant perçu l'année passée.

En 2023 ce plafond ne s'applique pas à certaines communautés de communes (CC)

La hausse de 30 millions finance ce déplafonnement pour l'année 2023

• DSR

Pour répartir l'abondement de DGF sur le plus grand nombre de communes, la hausse de la DSR 2023 sera répartie au minimum à 60 % sur sa fraction « péréquation »

Afin de mieux répondre à la stabilité et la prévision des attributions, l'article 195 introduit un encadrement des évolutions de la fraction « cible » de la DSR à partir de 2023, son montant pour les communes éligibles ne pourra être inférieur à 90 % du montant perçu l'année précédente, ni supérieur à 120 %.



Péréquation horizontale : modifications de répartition des fonds de péréquation

LFI 2023 crée une garantie pérenne de sortie progressive de l'éligibilité au reversement du FPIC sur 4 ans 90 %, 70 %, 50% puis 25 % du reversement perçu l'année précédant la perte d'éligibilité, ceci permettant de rendre la sortie du régime du FPIC plus progressive pour les collectivités qui perdront leur éligibilité à partir de 2023.

Suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

La loi de finances pour 2021 avait initié ce mouvement en divisant par deux le taux de CVAE (passant de 1,5 % à 0,75 % ce qui correspond à la suppression de la part de CVAE perçue par les régions.

Ces dernières sont alors compensées par l'attribution d'une fraction de TVA.

L'article 55 supprime la CVAE en deux temps : pour les entreprises en 2023 le taux est de 0,375 % avant sa suppression complète en 2024.

Du côté des collectivités (départements et bloc communal), la perte de CVAE sera effective dès 2023 Ainsi, la part de CVAE perçue en 2023 sera affectée au budget de l'État

La compensation liée à la perte de recettes de la CVAE se fera par une fraction de TVA pour les collectivités ayant reçu un montant de CVAE en 2022.

Chaque année, la fraction de TVA sera constituée de deux parties :

- un montant fixe qui correspond à la compensation,
- la dynamique de TVA (si elle est positive).

Pour les communes et les EPCI à fiscalité propre, la dynamique alimentera un fonds national d'attractivité des territoires et sera répartie (critères à définir) entre les collectivités pour les inciter à maintenir l'attractivité économique de leur territoire. Quant aux départements, ils vont bénéficier directement et individuellement de la dynamique de TVA associée à leur fraction. Pour les régions, elle sont compensées de la perte de recettes des frais de gestion de CVAE via l'attribution d'une dotation budgétaire.

Baisse du plafonnement de la contribution économique territoriale (CET)

Pour tenir compte de la suppression progressive de la CVAE, le plafonnement de la CET est modifié passant de 2 % de la valeur ajoutée en 2022 à 1,625 % en 2023 puis 1,25 % à partir de 2024

La CET étant composée de la CVAE et de la cotisation foncière des entreprises (à partir de 2024 ce plafonnement porte donc uniquement sur la CFE).

En cas de dépassement, l'entreprise peut demander un dégrèvement de CFE.

Prorogation de la réduction des tarifs d'accise sur l'électricité

Le « bouclier tarifaire » est mis en place à compter du 1er février 2022 et jusqu'au 31 décembre 2023

L'article 64 en prolonge le volet fiscal, à compter du 1er février 2023 et jusqu'au 31 janvier 2024 en

maintenant le tarif d'accise sur l'électricité aux niveaux minimums permis par le droit européen.

D'autre part, la loi de finances pour 2021 prévoyait l'intégration de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) à l'accise. Ce mouvement va donc amplifier l'effet du bouclier tarifaire.

Adaptations du système fiscal aux exigences de la transition énergétique



Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements sociaux. Pour bénéficier d'une exonération de 20 ans au lieu de 15 ans, les critères ne sont plus uniquement des critères de qualité environnementale mais s'élargissent pour devenir des critères de performance énergétique et environnementale du bâtiment.

Il existe des exonérations plus longues (25 ans) si le projet fait l'objet d'une subvention ou d'un prêt aidé.

Ce mécanisme devait s'arrêter à la fin de l'année 2022. Il est prolongé pour les décisions de subvention ou de prêt aidé prises avant le 31 décembre 2026

Ces exonérations restent compensées par l'État.

Taxe d'aménagement

Cette dernière est perçue par les communes, les EPCI à fiscalité propre, les départements et la région Ile de France qui ont la possibilité de voter des exonérations totales ou partielles pour certaines catégories de construction ou d'aménagement.

L'article 65 ajoute une catégorie éligible à compter du 1er janvier 2024 les constructions ou aménagements réalisés sur des terrains qui ont fait l'objet d'une opération de dépollution et permettant la réaffectation des sols à un usage conforme aux règles d'urbanisme applicables sur ces terrains

Le calcul de la taxe d'aménagement fait intervenir des valeurs forfaitaires (qui sont à multiplier par les taux votés et la surface ou le nombre pour les parkings) Pour les aires de stationnement, la valeur forfaitaire d'un emplacement est de 2 000 €.

La LFI porte cette dernière à 2 500 € au 1^{er} janvier 2023 puis à 3 000 € au 1^{er} janvier 2024. A ce jour, les communes et EPCI à fiscalité propre ont la possibilité d'aller au delà et de fixer cette valeur forfaitaire jusqu'à 5 000. Cet article passe ce seuil maximum à 6 000 au 1^{er} janvier 2024.

A compter du 1^{er} janvier 2025 ces montants seront actualisés tous les 1^{er} janvier en fonction du dernier indice du coût de la construction publié par l'INSEE.

Par ailleurs et selon l'article 141,

les délibérations prévoyant les modalités de reversement, au titre de 2022 ou 2023 de tout ou partie de la taxe perçue par la commune à l'EPCI ou au groupement de collectivités dont elle est membre demeurent applicables tant qu'elles n'ont pas été rapportées ou modifiées par une délibération.

Cette mesure portant sur 2022 est prolongée en 2023.

De plus, la perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales n'est plus compensée, à due concurrence, par une majoration de la DGF.

Allègements de taxes

L'article 102 simplifie les allègements de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe d'habitation sur les résidences secondaires, pour les personnes âgées ou invalides ayant des ressources très modestes.

En effet, les allègements ne seraient plus conditionnés par la présence de « cohabitants »

Valeurs locatives des locaux professionnels

Les valeurs locatives des locaux professionnels font l'objet d'une réforme initiée en 2017 avec une actualisation des paramètres réalisée en 2022 pour une prise en compte en 2023.

Il y a un risque de réévaluation important et donc d'augmentation significative de l'imposition, c'est pourquoi cet article 103 décale de deux ans (en 2025) la prise en compte de cette actualisation afin de s'assurer qu'elle ne conduise pas à une hausse trop élevée.

En attendant, la règle de revalorisation de droit commun s'applique, c'est à dire la moyenne de l'évolution annuelle des loyers des 3 années précédentes.

Valeurs locatives des locaux d'habitation

Au regard du décalage de l'actualisation des valeurs locatives des locaux professionnels, le calendrier de révision des valeurs locatives des locaux d'habitation est également repoussé de deux ans pour bénéficier du retour d'expérience.

La finalité du calendrier est de repousser la mise en oeuvre du 1^{er} janvier 2026 au 1^{er} janvier 2028.

Définition « zone tendue »

Des communes (appartenant à une zone urbaine de plus de 50 000 habitants) sont classées en « zone tendue » lorsqu'il y est particulièrement difficile d'y trouver un logement (loyer ou prix d'achat élevé, ou forte demande de logement social par rapport au nombre d'emménagements) Afin de favoriser la

mise à disposition des logements, la fiscalité y est spécifique : instauration d'office de la taxe sur les logements vacants et possibilité de majorer la taxe d'habitation sur les résidences secondaires sur délibération.

L'article élargit les critères de classification en « zone tendue » pour les communes qui ne respectent pas les conditions actuelles mais qui présentent une proportion élevée de logements non affectés à l'habitation principale. Un décret fixera la liste des communes concernées.

Le délai de délibération pour une mise en oeuvre en 2023 est prolongé jusqu'au 28 février 2023

Taxe sur les logements vacants

Cette taxe concerne les logements non occupés ou non loués par leur propriétaire. Elle s'applique de plein droit pour les communes en « zone tendue » et peut être instaurée par délibération dans les autres communes.

L' article 141 en augmente le taux, le faisant passer de 12 ,5 % à 17 % la 1 ère année d'imposition, puis de 25 % à 34 % pour les années suivantes, afin d'inciter à la non vacance des locaux.

Redevance sur les concessions hydroélectriques

Les concessions hydroélectriques payent une redevance qui correspond à 40 % de leur résultat. Cette redevance revient pour moitié à l' État, un tiers aux départements, un douzième aux communes et un douzième aux EPCI.

Avec la forte hausse du prix de l'électricité, et afin de financer la transition écologique et le bouclier énergétique, cet article 127 fixe un prix cible de l'électricité. La redevance perçue au delà de ce prix cible sera intégralement perçue par l' État.

Ce prix sera déterminé de façon à conserver pour les collectivités un montant de redevance supérieur aux sommes perçues lorsque le tarif de l'électricité était plus bas.

Exonérations des « Jeunes entreprises innovantes »

Cet article 33 reconduit les exonérations des « Jeunes entreprises innovantes » (JEI) au delà du 31 décembre 2022 en les prolongeant jusqu'au 31 décembre 2025. De plus, l'entreprise pouvant être bénéficiaire doit avoir été créée il y a moins de 8 ans.

Créé en 2004, ce statut permet à des petites ou moyennes entreprises ayant des dépenses de recherche et développement d'au moins 15 % de leurs charges fiscalement déductibles de bénéficier d'avantages fiscaux.

Parmi ces avantages, il y a des exonérations de contribution économique territoriale (CET) et de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) si une délibération en ce sens est prise par les collectivités concernées.

Bouclier tarifaire et amortisseur électricité

Le « bouclier tarifaire » est prolongé pour l'année 2023 pour les petites collectivités éligibles aux tarifs règlementés de vente de l'électricité, c'est-à-dire qui ont :

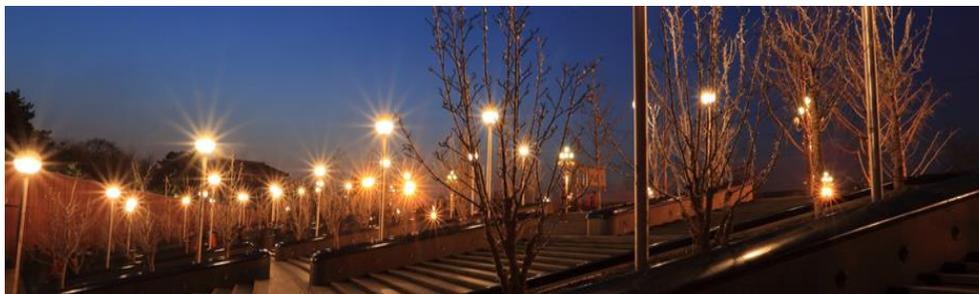
- moins de 10 équivalents temps plein (ETP)
- des recettes de fonctionnement inférieures à 2 millions €

- un contrat d'électricité d'une puissance inférieure à 36 Kva

La hausse des tarifs règlementés est limitée à 15 % en moyenne à compter du 1 er février 2023.

Pour les collectivités non éligibles à ce bouclier tarifaire, la LFI met en place pour cette année un amortisseur électricité dès le 1 er janvier 2023 .

Pour les collectivités concernées et qui payent leur électricité plus de 180 €/ MWh, l'État va prendre en charge 50 % de la facture d'électricité pour les tarifs compris entre 180 et 500 €/MWh.



Réforme du dispositif de remboursement des frais de garde, du dispositif de compensation des frais de protection fonctionnelle des élus et de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux

Une loi de 2019 prévoit un dispositif de remboursement par les communes des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées engagés par les membres du conseil municipal.

Pour les communes de moins de 3 500 habitants, le remboursement de la collectivité fait l'objet d'une compensation par l'État sur demande de la commune et avec pièces justificatives.

La création d'une part supplémentaire de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux (permettra de verser automatiquement et plus simplement (sans demande préalable) une compensation forfaitaire à ces petites communes, selon un barème qui sera fixé par décret en Conseil d'État.

De plus, cette loi prévoit un dispositif de compensation des frais engagés par les communes de moins de 3500 habitants pour la souscription de contrats d'assurance afin de couvrir les coûts liés à l'obligation de protection fonctionnelle à l'égard du maire et des élus.

Aujourd'hui, cette dotation est versée sous forme de dotation budgétaire aux petites communes et elle nécessite tous les ans la création manuelle par les préfetures de près de 32 000 engagements juridiques, pour des montants individuels limités.

La LFI transforme cette dotation budgétaire en majoration de la DPEL afin de verser cette compensation liée à l'exercice des mandats locaux sous forme d'un prélèvement sur recettes, sans création d'engagements juridiques.

Le barème de la compensation ne sera pas changé et le montant de la majoration correspond aux crédits prévus en 2022 pour cette dotation budgétaire.

Compte financier unique

La mise en oeuvre du compte financier unique (CFU) fait l'objet d'une expérimentation par des collectivités s'étant portées volontaires.

Deux périodes d'appels à candidature ont eu lieu en 2019 et 2021.

L'article 145 ouvre une nouvelle phase pour se porter candidat et expérimenter le CFU sur les comptes de l'année 2023. Les collectivités volontaires doivent se faire connaître avant le 30 juin 2023

Groupement d'intérêt public (GIP) « France enfance protégée »

En septembre 2022, la création du GIP « France enfance protégée » entre l'État et les départements est prévue à compter du 1^{er} janvier 2023 avec un financement paritaire.

L'article 208 permet que la part du financement de l'État soit supérieure à celle des départements pour l'année 2023.

Les orientations de la collectivité pour 2023

C'est dans un contexte de forte inflation que débute l'année 2023 et que s'inscrit donc notre projet de budget.

En matière de recettes :

Les bases fiscales en seront le premier témoignage puisqu'elles sont révisées chaque année par les services de l'état, en fonction de l'inflation enregistrée entre les mois de novembre N-2 et N-1.

Ainsi, pour cette année, elles seront revalorisées de 7.1 % conformément au taux d'inflation constaté entre les mois de novembre 2021 et novembre 2022.

Cette mesure doit permettre aux collectivités de faire face, en partie, à la flambée de leurs dépenses.

Elle nous permettra, **cette année encore, de ne pas augmenter nos taux d'imposition.**

Toujours en matière de recettes, la DGF se voit abondée de 320 M€. pour le bloc communal (EPCI et communes).

Or, seuls 200 M€ reviennent aux communes. Ce qui devrait représenter, pour Jassans, une majoration de 0.75 % de son attribution 2022.

L'AC (attribution de compensation) de la CAVBS devrait, quant à elle, rester identique à 2022.

En matière de dépenses :

ENERGIE :

L'année 2022 a été marquée par une hausse sans précédent des prix du Pétrole et du Gaz, ce qui a eu un effet direct sur les prix de l'Electricité en Europe, ces derniers étant fortement corrélés au prix du gaz. En France cette hausse a été amplifiée par une très faible disponibilité des centrales nucléaires résultant de maintenances planifiées par tranches mais aussi de problèmes récurrents de corrosion (sur 56 réacteurs nucléaires, 32 étaient à l'arrêt en T3 2022).

L'été a été marqué par une inflation des prix jusqu'au 26/08/2022, résultant d'une course à l'achat de gaz pour remplir les stocks de gaz pour l'hiver, avec un effet spéculatif fort.

Des dispositifs tels que le bouclier tarifaire, le filet de sécurité énergétique puis l'amortisseur électricité et gaz ont été mis en place par le gouvernement pour tenter d'amortir les effets de cette inflation sans précédent.

En matière d'électricité, le SIEA, groupement d'achat dont nous relevons a réussi à protéger ses collectivités membres, des dites hausses, par des prises de positions financières stratégiques. Ainsi, notre dépense électricité ne devrait pas augmenter par rapport à 2022, et même, diminuer notablement.

En matière de gaz, il n'en est pas de même et le montant de nos factures devrait être multiplié par un coefficient de 3.11, soit un taux d'augmentation de 211.25 %.

Nous pourrions, cependant, bénéficier de l'amortisseur prévu par le gouvernement.

FRAIS DE PERSONNEL :

L'exercice 2023 doit prendre en compte l'augmentation sur une année complète du point d'indice appliquée au 1^{er} juillet 2022 à l'ensemble du personnel et du salaire annuel des 3 nouveaux agents embauchés dans le courant de l'année 2022. (1 policier et 2 employés polyvalents aux services techniques).

Autres CHARGES A CARACTERE GENERAL :

Le pacte de confiance qui concernait principalement les collectivités les plus importantes, prévoyait de contenir les dépenses au taux de l'inflation moins 0.5 point.

Il a été retiré du projet de budget mais traduit cependant la volonté du gouvernement d'impliquer les collectivités dans le redressement des finances publiques.

Nos prévisions de dépenses à caractère général, outre le cas particulier de l'énergie afficheront une augmentation de 6 %.

La collectivité entend, malgré ce contexte inflationniste, maintenir son niveau de services à la population.

Concernant **ses projets d'investissements**, la Collectivité entend poursuivre son programme et saisir les opportunités de financements des fonds européens notamment, le FEDER mais aussi de nouvelles subventions de l'état tel que le fonds vert.

Le PPI sera cependant, présenté en faisant abstraction de ces aides, par mesure de prudence.

| SECTION FONCTIONNEMENT | COMPARATIF 2022 budget et CA prévisionnel et réel | | | | | | | | prévisionnel 2023 | |
|--|---|---------------------|---|------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-----------------------------|--------------------|---|------------------------------------|
| | BP 2022 | BV Budget voté 2022 | CAP COMPTE ADMINISTRATIF PREVISION 2022 | CAR COMPTE ADMINISTRATIF REEL 2022 | Ecart BP 2022- CAR 2022 | Ecart CAP 2022-CAR 2022 | ECART BP - CA réel en euros | ECART CA 2022/2023 | CAP COMPTE ADMINISTRATIF PREVISION 2023 | Ecart CAP 2023 / CAR 2022 EN EUROS |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 4 554 200 | 4 595 150 | 4 273 900 | 4 424 915 | -2,84% | 3,53% | -129285 | 10,24% | 4 878 204 | 453 289 |
| Charges à caractère général | 1 818 050 | 1 859 000 | 1 609 100 | 1 755 255 | -3,45% | 9,08% | -62795 | 21,02% | 2 124 204 | 368 949 |
| Charges de personnel | 2 130 000 | 2 130 000 | 2 057 000 | 2 087 227 | -2,01% | 1,47% | -42773 | 3,01% | 2 150 000 | 62 773 |
| Autres charges de gestion courante | 547 600 | 547 600 | 552 800 | 531 453 | -2,95% | -3,86% | -16147 | 4,05% | 553 000 | 21 547 |
| ATTEN PROD dégrèv log vac fds péreq intercor | 55 000 | 55 000 | 55 000 | 50 980 | -7,31% | -7,31% | -4020 | 0,04% | 51 000 | 20 |
| DEP imprévues | 3 550 | 3 550 | 0 | 0 | | | -3550 | | | |
| | | | | | | | 0 | | | |
| Recettes réelles de fonctionnement | 5 336 710 | 5 399 010 | 5 438 032 | 5 678 700 | 6,41% | 4,43% | 341990 | 1,26% | 5 750 304 | 71 604 |
| 013 Atténuations de charges | 27 000 | 27 000 | 40 000 | 51 863 | 92,09% | 29,66% | 24863 | -57,58% | 22 000 | -29 863 |
| 70 Produits des services, du domaine et ventes | 220 900 | 220 900 | 200 000 | 219 212 | -0,76% | 9,61% | -1688 | 1,27% | 222 000 | 2 788 |
| 73111 Taxes foncières et COMP th | 2 775 000 | 2 775 000 | 2 821 000 | 2 853 556 | 2,83% | 1,15% | 78556 | 6,88% | 3 050 000 | 196 444 |
| 7318 autrs impôts locaux | 13 000 | 13 000 | 16 758 | 810 | | -95,17% | -12190 | | | -810 |
| 7321 Attribution de compensation | 525 000 | 525 000 | 525 000 | 525 756 | 0,14% | 0,14% | 756 | 0,00% | 525 756 | 0 |
| 7381 Droits de mutation | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 110 858 | 10,86% | 10,86% | 10858 | 8,25% | 120 000 | 9 142 |
| Autres impôts et taxes (pyl., droits de place etc) | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 253 633 | 26,82% | 26,82% | 53633 | -13,26% | 220 000 | -33 633 |
| | 18 000 | 18 000 | 16 480 | 22 468 | 24,82% | 36,34% | 4468 | -15,44% | 19 000 | -3 468 |
| | | | | | | | 0 | | | 0 |
| 7411 Dotation forfaitaire | 640 000 | 640 000 | 638 000 | 638 592 | -0,22% | 0,09% | -1408 | -0,17% | 637 500 | -1 092 |
| 74121 Dotation solidarité rurale | 82 000 | 82 000 | 82 000 | 82 359 | 0,44% | 0,44% | 359 | 3,68% | 85 386 | 3 027 |
| bourg centre | 263 000 | 263 000 | 262 000 | 265 648 | 1,01% | 1,39% | 2648 | 0,00% | 265 648 | 0 |
| 74127 Dotation nationale de péréquation | 23 000 | 23 000 | 23 000 | 22 473 | -2,29% | -2,29% | -527 | 20,21% | 27 014 | 4 541 |
| 74 Autres subv et particip | 25 110 | 25 110 | 41 794 | 37 342 | 48,71% | -10,65% | 12232 | -19,66% | 30 000 | -7 342 |
| 7483 compens TF TH CET | 74 700 | 72 000 | 72 000 | 78 273 | 4,78% | 8,71% | 3573 | -2,90% | 76 000 | -2 273 |
| 75 Autres produits de gestion courante | 350 000 | 415 000 | 400 000 | 515 857 | 47,39% | 28,96% | 165857 | -12,77% | 450 000 | -65 857 |
| | | | | | | | 0 | | | 0 |
| EPARGNE DE GESTION | 782 510 | 803 860 | 1 164 132 | 1 253 785 | 60,23% | 7,70% | 471275 | -30,44% | 872 100 | -381 685 |
| | | | | | | | | | | |
| | | | en % des RRF | 22,08% | | | | | 15,17% | |

2022 :

Le tableau de comparaison du compte administratif réel avec le compte administratif prévisionnel nous montre un écart de + 7.70 % du montant de l'épargne de gestion contre + 60.23 % avec le BP ((budget primitif).

LE COMPTE ADMINISTRATIF PREVISIONNEL 2023 confronté à la montée de l'inflation anticipe une baisse de 30.44 % de l'épargne de gestion par rapport au réel 2022.

Les recettes et les charges étant toujours estimées avec prudence.



RETROSPECTIVE DES COMPTES



Conseil Municipal du 16 MARS 2023

| SECTION DE FONCTIONNEMENT & NIVEAUX D'EPARGNES | | | | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------------|--------------------|
| | 2 018 | 2 019 | 2 020 | 2 021 | 2 022 | Ecarts 2022/2021 en % | Ecarts en euros |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 4 159 092 | 4 095 752 | 3 877 389 | 4 132 859 | 4 424 915 | 7,07% | 292 056 |
| Charges à caractère général | 1 524 065 | 1 591 868 | 1 430 382 | 1 556 223 | 1 755 255 | 12,79% | 199 032 |
| Charges de personnel | 1 940 799 | 1 920 578 | 1 899 241 | 1 989 979 | 2 087 227 | 4,89% | 97 248 |
| Autres charges de gestion courante | 641 333 | 533 400 | 502 049 | 534 641 | 531 453 | -0,60% | -3 188 |
| ATTEN PROD dégrèvt logt vac /FPIC | 52 895 | 49 905 | 45 717 | 52 016 | 50 980 | -1,99% | -1 036 |
| Recettes réelles de fonctionnement | 5 245 980 | 5 437 339 | 5 440 538 | 5 547 143 | 5 678 700 | 2,37% | 131 557 |
| 013 Atténuations de charges | 39 532 | 40 348 | 72 752 | 58 712 | 51 863 | -11,67% | -6 849 |
| 70 Produits des services, du domaine et ventes | 223 697 | 222 902 | 156 062 | 202 360 | 219 212 | 8,33% | 16 852 |
| 73111 fiscalité locale | 2 575 116 | 2 625 536 | 2 697 699 | 2 764 904 | 2 853 556 | 3,21% | 88 652 |
| 7321 Attribution de compensation | 480 520 | 525 756 | 525 756 | 525 756 | 525 756 | | |
| 7351 Taxe sur conso finale électricité | | | | | 110 858 | | 110 858 |
| 7381 Droits de mutation | 235 722 | 272 523 | 284 107 | 326 826 | 253 633 | -22,40% | -73 193 |
| Autres impôts et taxes (électricité, droits de plac | 132 774 | 138 348 | 120 948 | 142 286 | 22 468 | -84,21% | -119 818 |
| 7411 Dotation forfaitaire | 669 959 | 674 460 | 659 770 | 648 183 | 638 592 | -1,48% | -9 591 |
| 74121 Dotation solidarité rurale | 289 556 | 316 539 | 323 164 | 335 152 | 348 007 | 3,84% | 12 855 |
| 74127 Dotation nationale de péréquation | 34 252 | 30 827 | 27 744 | 24 970 | 23 283 | -6,76% | -1 687 |
| 74 Autres subv et particip | 37 506 | 60 265 | 56 607 | 41 794 | 37 342 | -10,65% | -4 452 |
| 74835 ETAT comp. Exo TF | 98 278 | 111 846 | 106 912 | 72 093 | 78 273 | 8,57% | 6 180 |
| 75 Autres produits de gestion courante | 429 068 | 417 989 | 409 017 | 404 107 | 515 857 | 27,65% | 111 750 |
| EPARGNE DE GESTION | 1 086 888 | 1 341 587 | 1 563 149 | 1 414 284 | 1 253 785 | -11,35% | -160 499 |
| en % des RRF | 20,72% | 24,67% | 28,73% | 25,50% | 22,08% | | |
| Intérêts de la dette (cpte 6611) | 8 179 | 4 630 | 228 | -95 | 12 289 | -13065,56% | 12 384 |
| autres charges financières | 245 | | 285 | 889 | 443 | -50,13% | -445 |
| PROD financiers | 811 | 640 | 3 | 3 | 3 | 15,38% | 0 |
| Charges exceptionnelles | 21 566 | 1 794 | 8 267 | 1 929 | 19 310 | 901,05% | 17 381 |
| Produits exceptionnels | 2 849 | 8 966 | 1 104 | 3 391 | 1 674 | -50,62% | -1 717 |
| EPARGNE BRUTE | 1 060 558 | 1 344 769 | 1 555 476 | 1 414 955 | 1 223 421 | -13,54% | -191 534 |
| en % des RRF | 20,22% | 24,73% | 28,59% | 25,51% | 21,54% | | |
| Remboursement courant du capital de la dette a | 255 752 | 266 396 | 178 714 | 44 890 | 165 009 | 267,59% | 120 119 |
| prod exceptionnels | 1 000 | 7 445 | 10 395 | | | | |
| produits s/exercices antérieurs | 719 431 | | | | | | |
| EPARGNE NETTE disponible | 1 525 237 | 1 085 818 | 1 387 157 | 1 370 065 | 1 058 412 | -22,75% | -311 653 |
| en % des recettes réelles de fonctionnement | 29,07% | 19,97% | 25,50% | 24,70% | 18,64% | -3,23% | 0 |
| | 15,36% | | | | | | |
| TOTAL CHARGES | 4 189 082 | 4 102 176 | 3 886 169 | 4 135 582 | 4 456 957 | -5,27% | -216 007 |
| TOTAL PRODUITS | 5 970 071 | 5 454 390 | 5 452 040 | 5 550 537 | 5 680 377 | -0,04% | -2 350 |

SECTION FONCTIONNEMENT & NIVEAUX D'EPARGNE 2022

commentaire :

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Elles ont augmenté de 2,37 % par rapport à 2021
essentiellement au niveau des produits et services ainsi que des impôts directs locaux

la dotation forfaitaire baisse de 1,48 % mais la DSR augmente de 3,84 %

détail DSR : 348 007

. dotation "bourg centre": 265 648 € contre 252 086 € en 2021

. DSR : 82 359 € contre 83 066 en 2021

recettes fiscales

elles comprennent les produits des TFB et TFNB revalorisés de 3,4 %
Ainsi que la compensation due au coefficient correcteur
soit un total de 2 853 556 €

A noter également que la taxe sur consommation finale d'électricité n'est plus regroupée au poste "autres impôts et taxes"
mais apparaît sur une ligne spécifique : Ce qui explique les écarts à ces deux niveaux, par rapport aux exercices précédents.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Elles augmentent de 7,07 %

Les charges à caractère général ont augmenté de 12,79 %

les charges de gestion courante ont baissé de 0,6 %

charges de personnel : elles augmentent de 4.89 % après :

. La prise en compte des 2 policiers supplémentaires sur une année complète

puis de l'arrivée d'un 3ème policier dans le courant de l'année 2022.

. La prise en compte de l'arrivée de deux agents polyvalents aux services techniques dans le courant de l'année 2022

. La prise en compte de la prime d'assurances et,
des changements d'échelons, de la revalorisation de la catégorie C du personnel qui concerne 90 %
des agents. (70 €*50 P* 12 m = 42 000 €)

Total : 2 087 227 €

L'EPARGNE DE GESTION diminue de 11,35 %

L'EPARGNE BRUTE baisse de 13,54 %

s'affichant à 1 223 420 € soit 21,54 % des RRF

ASSURANT LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE.

L'EPARGNE DISPONIBLE NETTE s'affiche ainsi à 1 058 412 €

soit 18,64 % des RRF

NB : les cessions de biens apparaîtront sur le tableau de détermination du résultat

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| FONCTIONNEMENT | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| produit des services (70) | 222 902 | 156 062 | 202 360 | 219 212 |
| Evolution en % (n-1) | -0,36 | -29,99 | 29,67 | 8,33 |
| contributions directes (7311) | 2 625 536 | 2 697 699 | 2 764 904 | 2 853 556 |
| Evolution en % (n-1) | 1,96 | 2,75 | 2,49 | 3,21 |
| attribution compensation (7321) | 525 756 | 525 756 | 525 756 | 525 756 |
| Evolution en % (n-&) | 9,41 | 0 | 0 | 0 |
| Droit de mutation (7381) | 272 523 | 284 107 | 326 826 | 253 633 |
| Evolution en % (n-1) | 15,61 | 4,25 | 15,04 | -22,40 |
| dotations (74) | 1 082 091 | 1 067 285 | 1 122 192 | 1 125 497 |
| Evolution en % (n-1) | -4,20 | -1,37 | 5,14 | 0,29 |
| dont DGF (741) | 1 021 826 | 1 010 678 | 1 008 305 | 1 009 882 |
| | 2,82 | -1,09 | -0,23 | 0,16 |
| Autres recettes | 613 736 | 721 131 | 608 499 | 702 723 |
| Evolution en % (n-1) | -53,70 | 17,50 | -15,62 | 15,48 |

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Recettes de fonctionnement | 5 454 390 | 5 452 040 | 5 550 537 | 5 680 377 |
| Evolution N-1 en % | -8,64 | -0,04 | 1,81 | 2,34 |
| en euros par habitant | 845 | 835 | 860 | 880 |
| | 5 454 390 | 5 452 040 | 5 550 537 | 5 680 377 |
| | 3,88 | -0,04 | 1,81 | 2,34 |
| | 845 | 835 | 860 | 880 |

RECETTES DE FONCTIONNEMENT exercice 2022

Les autres recettes comprennent : les autres produits de gestion courante (chapitre 75)

ainsi que les produits financiers (76) et produits exceptionnels (77), les atténuations de charges et les autres impôts et taxes,

Ce tableau montre également l'évolution par poste ainsi que l'évolution totale des recettes de fonctionnement.

il ne tient pas compte des opérations d'ordre il indique par ailleurs l'évolution de l'année N sur l'année N-1 exprimée en %.

Globalement, les recettes de fonctionnement affichent une progression de 2,34 % en 2022 par rapport à 2021

soit 880 € par habitant selon la population DGF contre 860 € par habitant en 2021.

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
|--|---------------|-----------|-----------|-----------|
| Dépenses | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| Charges de personnel (chap 012) | 1 920 578 | 1 899 241 | 1 989 979 | 2 087 227 |
| Evolution en % | -1,04 | -1,11 | 4,78 | 4,89 |
| <i>neutral transfert aggro - évol</i> | | | | |
| Charges à caractère général (chap 011) | 1 591 868 | 1 430 382 | 1 556 223 | 1 755 255 |
| Evolution en % | 4,45 | -10,14 | 8,80 | 12,79 |
| Intérêts de la dette (art 66111) | 4 630 | 228 | -95 | 12 289 |
| Evolution en % | -43,39 | -95,08 | -141,64 | -13065,56 |
| autres dépenses | 585 099 | 556 318 | 589 380 | 614 475 |
| Evolution en % | -18,29 | -4,92 | 5,94 | 4,26 |
| <i>neutral transfert aggro - évol</i> | | | | |
| | | | | |
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| dépenses de fonctionnement | 4 102 176 | 3 886 169 | 4 135 582 | 4 456 957 |
| Evolution en % | -2,07 | -5,27 | 6,42 | 7,77 |
| <i>neutral transf aggro- Evolution</i> | | | | |
| En euros par habitant | 635 | 595 | 641 | 691 |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT exercice 2022

Les autres dépenses tiennent compte des charges de gestion courante du FPIC, ainsi que des autres charges financières (autres articles du chapitre 66) et des charges exceptionnelles (chap. 67)

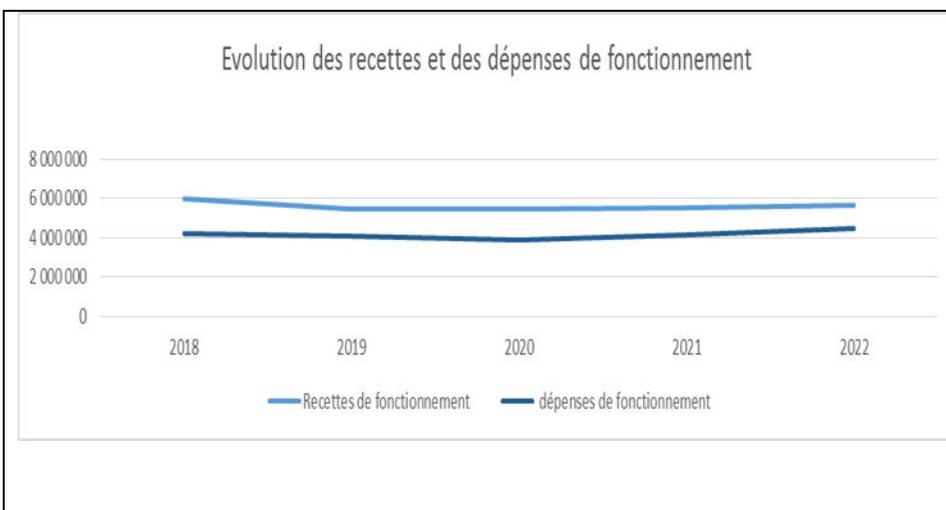
Les intérêts de la dette affichent un montant de 12 289 €

Le total des dépenses de fonctionnement ne retient pas les charges calculées : VNC des éléments cédés et dotations aux amortissements ni les opérations d'ordre et de transferts entre sections (chapitre 042)

Globalement, les dépenses de fonctionnement sont en augmentation de : 7,77 % par rapport à 2021

EVOLUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Recettes de fonctionnement | 5 454 390 | 5 452 040 | 5 550 537 | 5 680 377 |
| dépenses de fonctionnement | 4 102 176 | 3 886 169 | 4 135 582 | 4 456 957 |



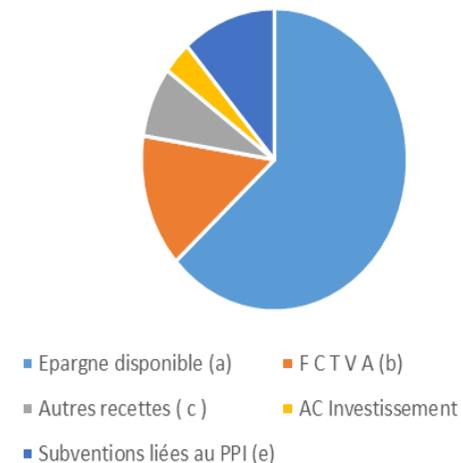
La courbe des recettes a augmenté en 2018 suite à la régularisation de la dotation "bourg centre" de la DSR. elle retombe légèrement en 2019 pour se stabiliser en 2020 puis remonte en 2021 et 2022

Quant aux dépenses, elles baissent notablement en 2020 du fait des confinements pour remonter en 2021 puis en 2022.

| INVESTISSEMENTS 2022 | | | |
|---|---|--------------------------------|---------------------|
| Dépenses liquidées en 2022 (ttc) | | | en euros TTC |
| - | AUTRES AMENAGEMENTS DE TERRAINS | | |
| | | Parc de Loisirs : aménagements | 2 266 |
| - | BATIMENTS SCOLAIRES | | |
| | | cantine du Merlin | 12 540 |
| | | travaux bâtiments scolaires | 626 |
| | EQUIPEMENTS DU CIMETIERE | | |
| | | colombarium | 1 440 |
| | AUTRES BATIMENTS PUBLICS | | |
| | | réhabilitation locaux Gleteins | 149 552 |
| | | aménagement bureaux de police | 116 202 |
| | | galerie du Marmont | 11 564 |
| | | travaux divers | 46 840 |
| | IMMEUBLE DE RAPPORT | | 572 843 |
| - | INSTALLATIONS GENERALES | | 61 612 |
| | | video protection | 22 331 |
| | | Divers : | 39 281 |
| - | RESEAUX DE VOIRIE | | 949 182 |
| | | Dont : | |
| | | Parterre de l'Eglise | 111 057 |
| | | Programme voirie divers | 616 191 |
| | | Aire de covoiturage et square | 5 434 |
| | | réaménagement quai bus | 68 361 |
| | | parking salle des sports | 148 139 |
| - | INSTALLATIONS de VOIRIE | | 23 661 |
| - | DEFENSE INCENDIE | | 10 734 |
| - | MATERIEL VOIRIE | | 49 179 |
| | | dont : | |
| | | services techniques | 20 809 |
| | | police municipale | 28 370 |
| - | AUTRES MATERIELS DE VOIRIE | | 3271 |
| - | ECLAIRAGE PUBLIC | | 73 115 |
| - | MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE | | 92 563 |
| - | MOBILIER | | 32 424 |
| - | AUTRES | | 11 744 |
| - | INVESTISSEMENTS INCORPORELS | | 49 916 |
| | | dont : études | 35 304 |
| | | site internet | 5 460 |
| | | logiciel services techniques | 9 152 |
| | EN COURS | | |
| | | réaménagement champ Bouvier | 6 113 |
| | | réaménagement château Gleteins | 11 040 |
| | | construction salle des fêtes | 35 053 |
| | | avance sur voirie | 27 130 |
| | | TOTAL | 2 350 610 |

| FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT | | | | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| Epargne disponible (a) | 1 085 818 | 1 387 157 | 1 370 065 | 1 058 412 |
| F C T V A (b) | 398 403 | 0 | 940 798 | 238 092 |
| Autres recettes (c) | 18 741 | 69 473 | 96 017 | 125 802 |
| AC Investissement | 58 347 | 58 347 | 58 347 | 58 347 |
| Autofinancement = (a+b+c+d) | 1 561 309 | 1 514 977 | 2 465 227 | 1 480 653 |
| Subventions liées au PPI (e) | 395 163 | 343 624 | 232 723 | 191 269 |
| Emprunt (art 16 hors 166) (f) | | | 1 600 000 | |
| financement total (g)= (d+e+f) | 1 956 472 | 1 858 601 | 4 297 949 | 1 671 922 |

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT 2022



FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT 2022

Les autres recettes concernent la taxe d'aménagement 97 854 € et 27 948 € de remboursement de travaux sur le Parking de l'école de la Mairie

L'AC investissement provient de la CAVBS pour la compétence voirie récupérée par la commune déduction faite de la somme de 41 968 € au titre de la compétence économique transférée (ZAE)

les subventions liées au PPI concernent :

Le LOCAL POLICE : 50 000 de la DETR

Le LOCAL POLICE : 21 212 –du département

PM : 30 240 de la DETR

TA :51 016 -du département

ROND POINT SALLE SPORTS : 18 000 –du département

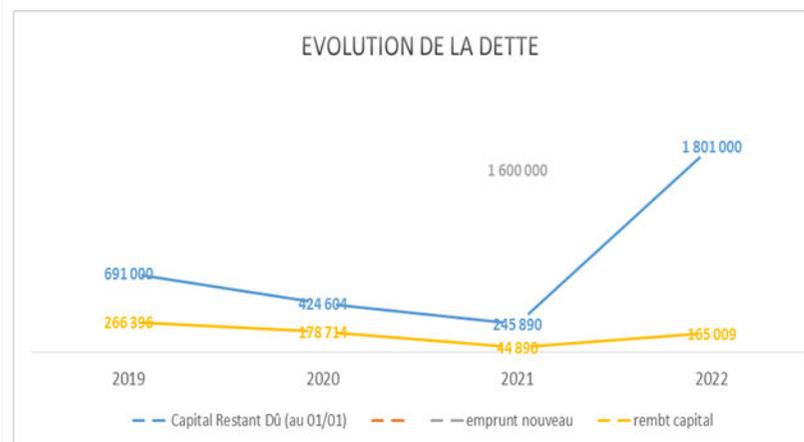
médiathèque boîte retour : 1 080 du département

EP : 7620 du SIEA

Ecole : 12 102 du SNEE

LA DETTE

| ANNEES | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|----------------------------------|---------|---------|-----------|-----------|-----------|
| Capital Restant Dû (au 01/01) | 691 000 | 424 604 | 245 890 | 1 801 000 | 1 635 991 |
| emprunt nouveau | | | 1 600 000 | | |
| rembt capital | 266 396 | 178 714 | 44 890 | 165 009 | |



| GESTION DE LA DETTE | 2 021 | 2 022 |
|-----------------------------|------------------|------------------|
| total dettes 31/12/N | 1 801 000 | 1 635 991 |
| nombre d'habitants | 6 453 | 6 453 |
| montant par habitant | 279 | 254 |
| EPARGNE BRUTE | 1 414 955 | 1 223 420 |
| ratio de désendettement | 1,27 | 1,34 |
| | 1 an et 3 mois | 1 an et 4 mois |

FISCALITE LOCALE

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Taxe habitation | 13,10% | 13,10% | 13,10% | 13,10% | 13,10% | 13,10% | 13,10% |
| Evolution des taux en % | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| taxe foncière s/bâti commune | 20,64% | 20,64% | 20,64% | 20,64% | 20,64% | 20,64% | 20,64% |
| Evolution des taux en % | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| taxe foncière s/ bâti département transférée à la commune | | | | | | 13,97% | 13,97% |
| total taux FB commune | | | | | | 34,61% | 34,61% |
| taxe foncière s/non bâti | 43,80% | 43,80% | 43,80% | 43,80% | 43,80% | 43,80% | 43,80% |
| Evolution des taux en % | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |

PRODUITS FISCAUX

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Taxe habitation | 1 148 139 | 1 183 418 | 1 197 599 | 1 225 636 | 1 238 736 | | |
| produit coef. correcteur | | | | | | 384 149 | 421 183 |
| taxe sur foncier bâti | 1 325 999 | 1 338 959 | 1 364 767 | 1 388 246 | 1 417 762 | 2 321 293 | 2 853 566 |
| taxe sur foncier non bâti | 7 640 | 7 574 | 7 536 | 7 139 | 7 358 | 7 446 | 7 709 |

On peut noter la stabilité des taux.

La recette fiscale augmente sous l'effet du dynamisme des bases (revalorisation) et de la variation de la population

Depuis 2021, nous n'avons plus perçu de taxe d'habitation.

Elle a été remplacée par la TFB du département et complétée par le produit du coefficient correcteur.

LES RATIOS LEGAUX

| RATIOS OBLIGATOIRES | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|------|------|------|------|
| POPULATION | 6458 | 6530 | 6453 | 6453 |
| Dépenses réelles de fonctionnement/population | 635 | 595 | 641 | 691 |
| Produit des impositions directes/population | 407 | 413 | 428 | 442 |
| DGF/Population | 158 | 155 | 156 | 156 |
| Recettes réelles de fonctionnement/population | 845 | 835 | 860 | 880 |
| Dépenses d'équipement brut/population | 553 | 342 | 504 | 364 |
| Encours de la dette/population (au 31/12) | 66 | 38 | 279 | 254 |

| RATIOS OBLIGATOIRES | JASSAN S 2022 | strate | commentaires | |
|---|---------------|--------|--------------|--|
| | | | écart | |
| Dépenses réelles de fonctionnement/population | 691 | 1043 | -352 | l'écart négatif des dépenses de fonctionnement est supérieur à l'écart négatif des recettes, mettant en évidence l'effort de maîtrise des dépenses de la collectivité. |
| Produit des impositions directes/population | 442 | 501 | -59 | |
| DGF/Population | 156 | 153 | 3 | La commune perçoit une DGF légèrement supérieure à celle des autres communes de la même strate démographique |
| Recettes réelles de fonctionnement/population | 880 | 1196 | -316 | La commune a plus investi que la moyenne des autres communes en 2022 |
| Dépenses d'équipement brut/population | 364 | 315 | 49 | |
| Dépenses de personnel/population | 323 | 553 | -230 | La dépense de personnel par habitant est nettement inférieure au ratio de la strate |
| Epargne nette/population | 164 | 128 | 36 | Ce ratio est supérieur à celui de la strate en raison de la diminution de la dette ancienne et du faible remboursement annuel du capital dû en 2022 |

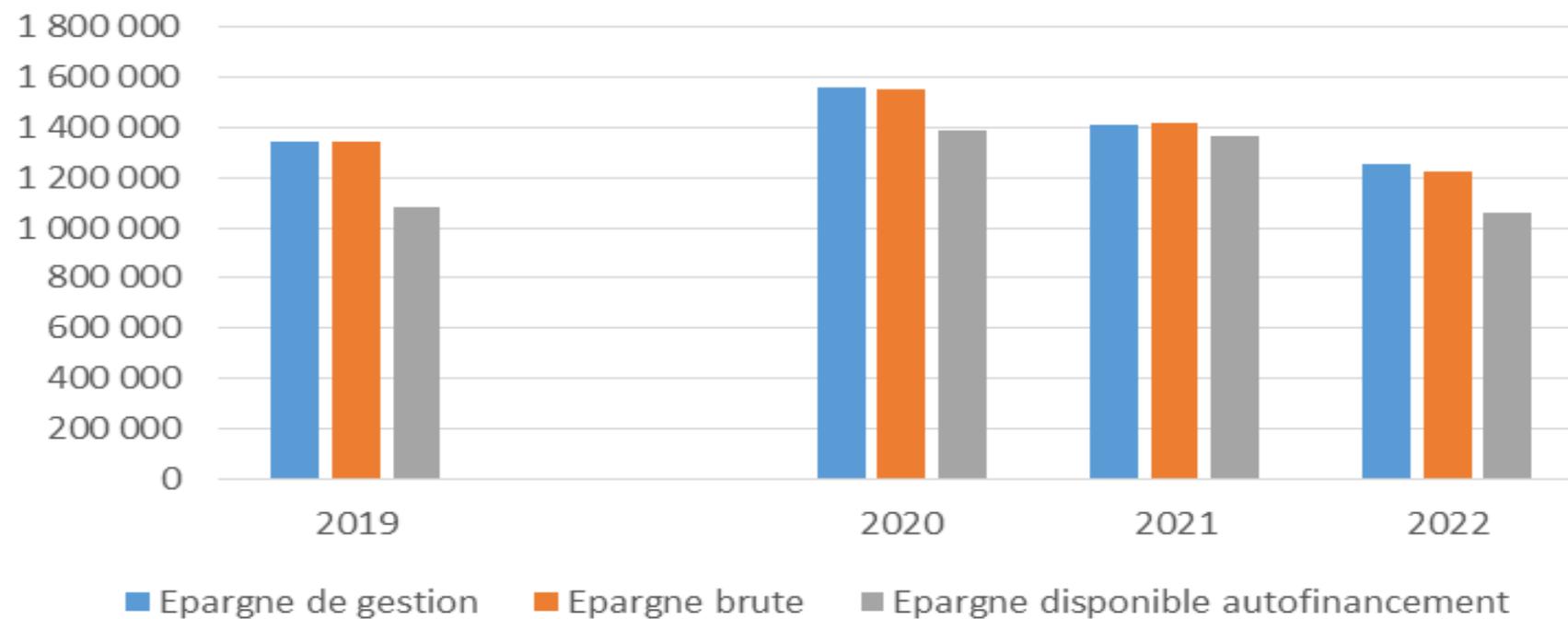
LES GRANDS EQUILIBRES BUDGETAIRES

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Recettes de fonctionnement | 5 437 339 | 5 440 538 | 5 547 143 | 5 678 700 |
| dépenses de fonctionnement | 4 095 752 | 3 877 389 | 4 132 859 | 4 424 915 |
| Epargne de gestion | 1 341 587 | 1 563 149 | 1 414 284 | 1 253 785 |
| intérêts de la dette | 4 630 | 228 | 95 | 12 289 |
| solde produits – charges finan (hrs | 640 | 282 | -886 | -440 |
| solde prod – charges exception | 7 172 | -7 163 | 1 462 | -17 636 |
| Epargne brute | 1 344 769 | 1 555 476 | 1 414 955 | 1 223 421 |
| rbt capital dette | 266 396 | 178 714 | 44 890 | 165 009 |
| cession prod. s/exercices antérieurs | 7 445 | 10 395 | | |
| | 0 | | | |
| Epargne disponible autofinancement | 1 085 818 | 1 387 157 | 1 370 065 | 1 058 412 |
| dépenses Inv hors rbt C dette | 3 569 612 | 2 264 577 | 3 290 592 | 2 350 610 |
| recettes invest hors emprunt | 870 654 | 471 444 | 1 327 885 | 613 510 |
| besoin ou dégagt financement | -2 698 958 | -1 793 133 | -1 962 707 | -1 737 100 |
| cessions | | | | 220 000 |
| emprunts | | | 1 600 000 | |
| résultat exercice var FDR | -1 613 140 | -405 976 | 1 007 358 | -458 689 |
| résultats reportés n-1 | 4 057 241 | 2 444 101 | 2 038 125 | 3 045 483 |
| transfert assainissement | | | | |
| régul ICNE du CES | | | | |
| Résultats cumulés Fonction + Investis | 2 444 101 | 2 038 125 | 3 045 483 | 2 586 794 |

Le fonds de Roulement s'affiche à 2 586 794 € en 2022

vérification (situation de clôture) : 1 227 562+1 359 232 = 2 586 794 résultats cumulés fonctionnement et investissements

NIVEAUX D'EPARGNE



exercice 2022

Tous les niveaux d'épargne ont baissé par rapport aux trois exercices précédents.

L

L'épargne nette se rapproche cependant de celle de 2019



PROSPECTIVE DES COMPTES



Conseil Municipal du 16 MARS 2023

SECTION FONCTIONNEMENT ET NIVEAUX D'EPARGNE

| | CA REELS | | | | | | CA PREVISIONNEL |
|---|------------------|-----------------|------------------|----------|------------------|----------------|------------------|
| | 2020 | | 2021 | | 2022 | | 2023 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 3 877 389 | 6,59% | 4 132 859 | 7,07% | 4 424 915 | 10,24% | 4 878 204 |
| Charges à caractère général | 1 430 382 | 8,80% | 1 556 223 | 12,79% | 1 755 255 | 21,02% | 2 124 204 |
| Charges de personnel | 1 899 241 | 4,78% | 1 989 979 | 4,89% | 2 087 227 | 3,01% | 2 150 000 |
| Autres charges de gestion courante | 502 049 | 6,49% | 534 641 | -0,60% | 531 453 | 4,05% | 553 000 |
| Autres dépenses FPIC | 45 717 | 13,78% | 52 016 | -1,99% | 50 980 | 0,04% | 51 000 |
| | | | | | | | |
| Recettes réelles de fonctionnement | 5 440 538 | 1,96% | 5 547 143 | 2,37% | 5 678 700 | 1,26% | 5 750 304 |
| 013 Atténuations de charges | 72 752 | -19,30% | 58 712 | -11,67% | 51 863 | -57,58% | 22 000 |
| 70 Produits des services, du domaine ventes div | 156 062 | 29,67% | 202 360 | 8,33% | 219 212 | 1,27% | 222 000 |
| 73111 Taxes foncières -compens. T. d'habitation | 2 697 699 | 2,49% | 2 764 904 | 3,21% | 2 853 556 | 6,88% | 3 050 000 |
| 7318 autres IL et assimilés | 0 | | 16 758 | -100,00% | 0 | | |
| 7321 Attribution de compensation | 525 756 | 0,00% | 525 756 | 0,00% | 525 756 | 0,00% | 525 756 |
| 7351 Taxe sur conso finale électricité | | | 109 048 | 1,66% | 110 858 | 8,25% | 120 000 |
| 7381 Droits de mutation | 284 107 | 15,04% | 326 826 | -22,40% | 253 633 | -13,26% | 220 000 |
| Autres impôts et taxes (électricité, drts de place) | 120 948 | -86,37% | 16 480 | 36,33% | 22 468 | -15,44% | 19 000 |
| 7411 Dotation forfaitaire | 659 770 | -1,76% | 648 183 | -1,48% | 638 592 | -0,17% | 637 500 |
| 74121 Dotation solidarité rurale | 323 164 | 3,71% | 335 152 | 3,84% | 348 007 | 0,87% | 351 034 |
| 74127 Dotation nationale de péréquation | 27 744 | -10,00% | 24 970 | -6,76% | 23 283 | 16,02% | 27 014 |
| 74 Autres subv et particip | 56 607 | -26,17% | 41 794 | -10,65% | 37 342 | -19,66% | 30 000 |
| 74834 Etat compensation exonération TF | 106 912 | -32,57% | 72 093 | 8,57% | 78 273 | -2,90% | 76 000 |
| 75 Autres produits de gestion courante | 409 017 | -1,20% | 404 107 | 27,65% | 515 857 | -12,77% | 450 000 |
| | | | | | | | |
| EPARGNE DE GESTION | 1 563 149 | -9,52% | 1 414 284 | -11,35% | 1 253 785 | -30,44% | 872 100 |
| en % des RRF | 28,73% | | 25,50% | -13,40% | 22,08% | -31,31% | 15,17% |
| Intérêts de la dette (cpte 6611) Ea | 228 | -141,75% | -95 | -100,00% | | | 3 093 |
| Intérêts de la dette (cpte 6611) E1 | | | | | | | 11 115 |
| Charges financières | 285 | 211,41% | 889 | | 12 732 | | |
| produits financiers | 3 | 15,38% | 3 | | 3 | | |
| Charges exceptionnelles | 8 267 | -76,67% | 1 929 | | 19 310 | -61,16% | 7 500 |
| Produits exceptionnels | 1 104 | 207,16% | 3 391 | | 1 674 | | |
| | | | | | | | |
| EPARGNE BRUTE CAF | 1 555 476 | -9,03% | 1 414 955 | -13,54% | 1 223 420 | -30,49% | 850 392 |
| en % des recettes de fonctionnement | 28,59% | | 25,51% | | 21,54% | -31,36% | 14,79% |
| Remboursement du capital de la dette C anc | 178 714 | -74,88% | 44 890 | 4,57% | 46 940 | 4,56% | 49 080 |
| Remboursement du capital de la dette C1 | | | | | 118 069 | -7,72% | 108 955 |
| PRODUITS sur exercices antérieurs | 10 395 | -100,00% | | | | | |
| | | | | | | | |
| EPARGNE DISPONIBLE NETTE | 1 387 157 | -1,23% | 1 370 065 | -22,75% | 1 058 411 | -34,59% | 692 357 |
| en % des RRF | 25,50% | | 24,70% | | 18,64% | | 12,04% |

ANALYSE DE LA SECTION FONCTIONNEMENT 2023 :

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Elles ont augmenté de 1,26 % par rapport à 2022
essentiellement au niveau des recettes fiscales + 6,88 %
et de la dotation nationale de péréquation : + 16,02 %

RECETTES FISCALES

elles comprennent les produits des TFB et TFNB aux bases revalorisées de 7,1 %
Ainsi que la compensation du coefficient correcteur.
total 3 050 000 €

DGF -dotation globale de fonctionnement

DGF 2022= 1 009 072

Augmentation 2023 = 0,75 % soit : + 7568 €

Avec une dotation forfaitaire inférieure à 2022 de 1000 € en raison d'une baisse du nombre d'habitants entre 2022 et 2023 soit -11 habitants

augmentation DNP 60 % = + 4 541 €

augmentation DSR 40 % = + 3 027 €

détail DSR : 351 034 €

. dotation bourg centre : 265 648 € identique à 2022

. DSR : 85 386 € contre 82 359 en 2022

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Elles augmentent de 10,24 %
essentiellement au niveau des charges à caractère général + 21,02 %
en raison de la flambée des prix du gaz + 211,25 %
et du taux d'inflation appliqué aux autres comptes de charges à caractère général + 6 %

Au niveau des charges de personnel, il est tenu compte sur une année complète, du salaire des 3 nouveaux agents arrivés en 2022 : 1 policier et 2 employés polyvalents aux services techniques, +19 000 € et de l'augmentation du point d'indice, sur une année complète : + 36 000 €
(vu dans la partie orientations de la collectivité)

L'EPARGNE DE GESTION baisserait de 30,44 %
L'EPARGNE BRUTE baisserait de 30,49 %
quant à l'EPARGNE DISPONIBLE, elle baisserait de 34,59 %
et s'afficherait à 692 357 €
après prise en compte des charges de remboursement
des emprunts existants.

PROSPECTIVE FONCTIONNEMENT 2024-2026

| | 2024 | 2025 | 2026 |
|--------------------------|------------------|------------------|------------------|
| DRF | 5 000 000 | 5 100 000 | 5 100 000 |
| RRF | 5 900 000 | 6 000 000 | 6 000 000 |
| EPARGNE GESTION | 900 000 | 900 000 | 900 000 |
| INTERETS DETTE A | 3 100 | 3 100 | 3 100 |
| INTERETS DETTE N1 | 10 298 | 9 474 | 8 645 |
| INTERETS DETTE N2 | 42 500 | 40 616 | 38 652 |
| INTERETS DETTE N3 | | 212 500 | 202 083 |
| totaux | 55 898 | 265 690 | 252 480 |

| | | | |
|---------------------------|----------------|----------------|----------------|
| EPARGNE BRUTE | 844 102 | 634 310 | 647 520 |
| EN % RRF | 14,31% | 10,57% | 10,79% |
| RBT DETTE A | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| RBT DETTE N 1 | 109772 | 110 595 | 111 425 |
| RBT DETTE N 2 | 44 325 | 46 209 | 48 173 |
| RBT DETTE N 3 | | 245 102 | 255 519 |
| totaux | 204 097 | 451 906 | 465 117 |
| EPARGNE DISPONIBLE | 640 005 | 182 404 | 182 403 |

La prospective fonctionnement 2024 -2026

prend en compte un triplement du prix du gaz et une inflation à 6 % sur le reste des charges à caractère général dès 2023

Elle prend également en compte l'augmentation de la fiscalité de 7,1 % pour les recettes de fonctionnement dès 2023

mais aussi des charges supplémentaires dues aux nouveaux investissements pour les années à venir, et des charges de remboursement d'emprunts sur 1 000 000 € fin 2023 puis sur 5 000 000 € fin 2024. Ces emprunts étant contractés sur 15 ans

remboursables par annuités constantes. Le premier au taux de 3,5 % et le second à 4,25 %, Elle affiche une épargne brute en pourcentage des recettes de fonctionnement supérieure à 10 % sur les 3 années à venir, au-dessus du seuil d'alerte fixé à 10 %

Cette épargne brute couvre le remboursement des emprunts, sur chaque année à venir.

Rappel : le montant des emprunts ne doit pas dépasser 10 x le montant de l'épargne brute
Soit : au 31/12/2024 : $844\ 102 \times 10 = 8\ 441\ 020$

capital restant dû au 1/1/23 :

1 635 991 € (cf rétrospective des comptes, rubrique dette)
moins remboursement de la dette en 2023 et 2024 : 362132
(49080+108955+204097)

capital restant dû au 31/12/2024 =

1635991-362132 = 1 273 859
emprunts complémentaires 6 000 000

Capital total restant dû
31/12/2024 7 273 859

inférieur à 8 441 020

taux de désendettement 8,616

En nombre d'années : 8 ans et 7 mois < 12 ans

La situation au 31 décembre 2023 fait apparaître un fonds de roulement disponible de 359 478 €

Les subventions représentent les RAR recettes 2022 pour 548 000 €

Les autres recettes d'investissements comprennent les taxes d'aménagement attendues et l'AC investissement de l'agglo (90 000+58 347) en 2023

Le total des investissements prévu sur le mandat est de 21,067 M€

La prospective investissements prend en compte

1 emprunt de 1 000 000 € fin 2023 et un autre de 5 000 000 fin 2024

pour la réalisation des nouveaux investissements, notamment, centre culturel et salle multifonction

Prévision d'emprunts sur 15 ans - remboursables par annuités constantes

. au taux 3,5% pour l'emprunt de 1 000 000

et 4,25 % - pour l'emprunt de 5 000 000

| SUIVI PREVISIONNEL DES EMPRUNTS | | | | | | |
|--|-------------|-------------|---------------|--------------|---------------|---------------|
| ANNEES | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| Capital Restant Dû (au 01/01) | 245 890 | 1 801 000 | 1 635 991 | 2 477 956 | 7 273 859 | 6 821 953 |
| emprunts nouveaux | 1 600 000 | | 1 000 000 | 5 000 000 | | |
| rembt capital | 44 890 | 165 009 | 158 035 | 204 097 | 451 906 | 465 117 |
| capital restant dû au 31/12:/N | 1 801 000 | 1 635 991 | 2 477 956 | 7 273 859 | 6 821 953 | 6 356 836 |
| EPARGNE BRUTE | 1 414 955 | 1 223 420 | 850 392 | 844 102 | 634 310 | 647 520 |
| RATIO DESENDETTEMET | 1,27 | 1,34 | 2,91 | 8,62 | 10,75 | 9,82 |
| EN NOMBRE ANNEES | 1 an 3 mois | 1 an 4 mois | 2 ans 11 mois | 8 ans 7 mois | 10 ans 9 mois | 9 ans 10 mois |

Rappel : le montant des emprunts ne doit pas dépasser 10 x le montant de l'épargne brute

le seuil de désendettement doit être inférieur à 12 ans pour le bloc communal

soit : AU 31/12/2024

Epargne brute

au 31/12/2024 : $844\,102 * 10 = 8\,441\,020$

capital restant dû au 31/12/2024 (1er janvier 2025) : 7 273 859 €

inférieur à 8 441 020 €

taux de désendettement

DETTE/EPARGNE BRUTE

$7273859/844102 = 8,62$

EN CONCLUSION : TOUS LES CRITERES LIES A LA GESTION DE LA DETTE SONT RESPECTES